

LE PEUPLE BRETON

3f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

UNE NOUVELLE
BANDE DESSINÉE BRETONNE

N° 172
MARS 1978



AVORTER
EN
BRETAGNE

ARGENTINE :
UN TÉMOIGNAGE

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

*Faites
confiance à...*



EUROMARCHÉ

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

**Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)**

IMPRIMERIE

LE GRAND

8-10, route de Quimper

BREST

Tél. 02.03.89

KABIGS, CABANS, MARINIÈRES,
DUFFLE-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX,
POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS
GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR

247, rue J.-Jaurès - BREST

PRIX — QUALITE — CHOIX

Tél. 02.26.69

**ker
blues**

DISQUES

import direct

pop rock

folk jazz

**la seule maison de disques
tenue par des musiciens**

4 rue du télégraphe brest
tél.(98) 44 20 95

Bacchus

10, rue Charles-Berthelot
BREST

Bières, vins et alcools à emporter

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

**Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX**

ABONNEMENTS

Ordinaire : 30 F

De soutien : à partir de 50 F

Etranger : 40 F

Etranger (par avion) : 55 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse
nous demandons à nos abonnés de
nous écrire en joignant ou en
recopiant leur dernière bande d'expé-
dition du journal et en joignant 2,00 F
en timbres pour frais. Merci d'avance.

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

LA LUTTE CONTINUE

Nous voici à la veille d'un scrutin important. Depuis plusieurs mois, l'U.D.B. a engagé une bonne part de ses forces dans cette campagne électorale et le P.B. y a fait un large écho. Mais qu'on ne s'y trompe pas, nous ne considérons pas cette échéance comme une fin en soi : l'U.D.B. n'est rien moins qu'un parti électoraliste. D'ailleurs, quel que soit le résultat, soyez assuré que notre combat sera loin d'être gagné. Que la gauche l'emporte (et nous ne nous contentons pas de l'espérer, nous y travaillons) ne signifie pas la fin du problème breton. Il existe dans ses rangs bien des fieffés jacobins qui ne sont pas prêts à admettre la légitimité de notre combat, qui n'en sont même pas à reconnaître, dans l'Hexagone, d'autre peuple que le «peuple français». Oui, le combat risque d'être long encore. Pour l'emporter il faut qu'un nombre croissant de Bretons s'y engage. Et dans cette prise de conscience comme dans la lutte, le P.B. est un outil inappréciable. Mais il faut lui donner les moyens de renforcer encore son action.

11° LISTE :

Maxime LR, Colombes (92)	10,00 F
Pierre B., Treffogat	20,00 F
Georges G., Ergué-Gabéric	70,00 F
P. Le Gal, Plouguerneau	70,00 F
René L.M., La Varenne-	
Saint-Hilaire (94)	20,00 F
Jean-Baptiste C., Rennes	20,00 F
Pierre L.G., Quimper	30,00 F
Yves Quéré, Le Pecq (78)	50,00 F
Rose Jégo, Lorient	20,00 F
Youenn Tallec, Trégunc	10,00 F
Sylvie L.B., Paimpont	20,00 F

Alain Cornec, Plozévet	30,00 F
Martin M., Valence (77)	20,00 F
Erwan L.B.D.R., Rennes	20,00 F
Joël Q., Brennilis	20,00 F
Marceau V. (Espagne)	10,00 F
Anonyme, Vitre	3,30 F
Solange Q., Quimper	20,00 F
Michel G., Malakoff (92)	20,00 F
François C., Herouville (14)	20,00 F
Christian P., St-Herblain	20,00 F
Argustin C.,	
Bréal-sous-Montfort	20,00 F
Alain D., Colombes (92)	20,00 F
Christian Le Buhan,	
Elancourt (78)	36,60 F
Dominique D., Villejuif (94)	20,00 F
Suzanne B., Quimper	20,00 F
Jean L.C., Guémené/Scorff	20,00 F
Anon., Ferney-Voltaire (01)	100,00 F
Joël M., Le Rheu	10,00 F
Jean D., Huelgoat	20,00 F
Annick R., Le Conquet	25,00 F
Yves M., Trappes (78)	20,00 F
R. Louarn, Colombes (92)	45,00 F
Louis P., Gennevilliers (92)	45,00 F
Henri Le Peru, Guingamp	20,00 F
Pierre-Yves B., Quintin	20,00 F
André V., Tours	20,00 F
Sympathisant de Lorient	5,00 F
Jean-Claude S., Hennebont	20,00 F
Christian L.M., Meslan	20,00 F
René Barré, Crozon	20,00 F
M. Françoise K., Carhaix	20,00 F
P.C., Montpellier (34)	5,00 F
F.C., Biarritz (Ipar-Euskadi)	10,00 F
Michel L.D., Lorient	70,00 F
Bertrand S., Brest	30,00 F
Jean-F. G., Sotteville (76)	20,00 F
Jacky C., Tregunc	10,00 F
Michel et Jacqueline L.C.	
Rennes	70,00 F
Jean G., Inzinzac-Lochrist	20,00 F
Yves D., Canada	25,00 F
Yves C., Confolens (16)	70,00 F
Didier C., Herouville (14)	20,00 F
Jean I., Paris (12)	70,00 F
Roger J., Bordeaux (33)	90,00 F
Y.P., Paris (15)	79,30 F
Philippe H., Gourin	20,00 F
René Q., Nantes	20,00 F
Yolande P., Angers (49)	20,00 F
Gérard D., Montbéliard (25)	20,00 F
Robert Q., Paris (18)	20,00 F
Benoit U., Brest	20,00 F
Michèle C., St-Quentin (02)	20,00 F
René V., Sérémange (57)	10,00 F
Michel Fichou	
Sotteville-les-Rouen (76)	70,00 F
Jean P., Auray	20,00 F
Martial M., Quimper	10,00 F
Alain L.G., Paris (17)	20,00 F
Anne-Marie V., Belfort (90)	20,00 F
Michel Q., Guilliers	20,00 F
J.-P. d'Haese, Yerres (91)	20,00 F
Martin M.,	
Echouboulains (77)	20,00 F
Anonyme, la Flèche (72)	6,00 F
Jean B., Quéven	30,00 F
Jean G.,	
Châteauneuf/Loire (45)	5,00 F
Loic C., Alisay (27)	20,00 F
Un prof. breton,	
Meknès (Maroc)	25,00 F
Cl. Boulaire, Reims (51)	20,00 F
Annick L.M.,	
Petit Quevilly (76)	70,00 F
Per L.D., Plouha	20,00 F
L.T., Le Drennec	5,00 F
Yannik B., Vannes	20,00 F
Jean M., Saint-Servan	20,00 F
Philippe Galard, Vitre	3,30 F
Yves Quéré, Le Pecq (78)	50,00 F

Total de la 11° liste 2303,50 F
Report des listes précéd. 25563,25 F

TOTAL .. 27866,75 F

SOMMAIRE

ENQUÊTE

L'AVORTEMENT
EN BRETAGNE. 4

SOCIAL

LES VACATAIRES
DES P.T.T. 8

AGRICULTURE

LA MUTATION DES
MENTALITÉS. 10
LE RÔLE DES S.A.F.E.R. 11

SOCIÉTÉ

LE CRIME DE TARZAN. 12

POLITIQUE

LES CANDIDATS
DE L'U.D.B. 13
LA VIE DE L'UNION
DÉMOCRATIQUE BRETONNE. 14

RUBRIQUES

CHIFFRES POUR UN
COMBAT. 9
LE PROBLÈME BRETON
DE BREST A NANTES. 16
D'AUTRES LE DISENT. 23
FESTOU-NOS. 23

INTERNATIONAL

ARGENTINE 78 :
TÉMOIGNAGE. 18
PEUPLES OPPRIMÉS. 19

CULTURE

UN DÉBAT SUR LA
CRITIQUE. 20
ENTRETIEN AVEC
MAXIME LE FORESTIER. 22
LANGUE BRETONNE : 24
VERS UNE B.D. BRETONNE. 26
HISTOIRE. 28

COURRIER DES LECTEURS ... 29

ÉDITORIAL 32

Composition mécanique — Lorient

Impr. de l'Iroise - Le Rellecq-Kerhuon

Publication inscrite à la C.P.A.P. n° 41 387

Tirage : 10 000 ex. — Dépôt légal : 1^{er} trim.

Directeur de la publication : R. Leprohon

AVORTER... ... EN BRETAGNE

Le vote de la loi Veil sur l'interruption de grossesse n'a pas résolu le problème de l'avortement. Tout au plus l'a-t-il déplacé : on est passé de l'interdiction pure et simple à la dissuasion sélective. Sélective selon le milieu social, sélective selon l'opinion propre des intervenants, médecins et travailleurs sociaux, sélective selon la géographie.

Qu'en est-il en Bretagne, dans ce pays où la pression de l'Eglise reste forte, où la culpabilisation des femmes ou du personnel hospitalier est importante ? La section bretonne du Mouvement Français pour le Planning Familial a récemment tenté de faire le point pour les quatre départements de la région de programme, et constaté que la situation était loin d'être convenable, même en se référant à une loi pourtant restrictive. La femme est loin d'être considérée comme libre, chez nous, et il se dresse bien des intermédiaires pour donner des conseils, influencer sur des décisions, peser sur des consciences.

DECEMBRE 1974 : Simone Veil, ministre de la santé, défend devant le Parlement un projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse. Le projet va susciter des polémiques passionnées et faire couler beaucoup d'encre... Finalement, avec les voix de l'opposition, il est adopté.

Aujourd'hui, beaucoup de femmes qui avaient espéré que le vote de cette loi allait leur permettre d'exercer un droit, celui du libre choix de leur maternité, découvrent avec amertume et colère qu'il leur reste quantité de difficultés à résoudre lorsqu'elles demandent aujourd'hui encore l'application de cette loi.

QUELLES DIFFICULTES ?

Tout d'abord nombreux sont les centres hospitaliers qui refusent de répondre à la demande des femmes qui s'adressent à eux.

Ces refus obligent les femmes à chercher ailleurs la solution qu'elles devraient trouver sur place, à se déplacer plusieurs fois (pour les visites indispensables et l'intervention elle-même) avec tout ce que cela comporte à chaque fois de problèmes matériels, de gardes d'enfants, de fatigue et de charges financières.

De plus, par suite des refus de certains centres hospitaliers, ceux qui pratiquent des I.V.G. se trouvent surchargés de demandes, et cela n'est pas sans conséquences graves ! Les listes d'attente s'allongent et certaines femmes que l'on n'a pas aidées à trouver la solution qu'elles demandaient, risquent de se trouver hors de la limite des 10 semaines imposées par la loi.

Pourtant il est évident que si la demande des femmes trouvait une réponse rapide, cela aurait des conséquences positives sur leur santé et sur leur équilibre.

Par ailleurs le trop grand nombre

de femmes que certains centres sont obligés d'accueillir par suite de la défection des autres, explique que l'accueil soit rarement ce qu'il devrait être. Beaucoup trop souvent la femme est soumise à des pressions, des discours dissuasifs, des sarcasmes ; elle n'est ni écoutée ni respectée dans sa décision.

De plus, où trouver le minimum de 800 F nécessaires (analyses + intervention) quand on est au chômage (6,12 %), sans profession (26,17 %) ; ouvrière (14,97 %) ; employée (35,43 %) ou étudiante 13 % ?

On ne peut d'ailleurs que s'étonner devant la disparité des tarifs pratiqués, si l'on se souvient qu'ils ont été codifiés dans le cadre d'un décret.

Il existe actuellement un fossé scandaleux entre le principe fondamental de la loi VEIL : « la femme enceinte que son état place dans une situation de détresse peut demander l'interruption de cette grossesse » et les moyens mis à sa disposition.

Il est anormal que dans bien des cas la loi ne soit respectée qu'à la suite des démarches et des pressions des militantes.

Il est anormal qu'aujourd'hui encore 10,50 % des demandes d'I.V.G. ne soient pas satisfaites dans le cadre de la loi française, que par exemple 350 femmes aient dû quitter RENNES pour l'ANGLETERRE l'an passé (chiffre identique pour l'année en cours).

Cela nous semble être la négation même du droit des femmes d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants ; cette proposition va dans le sens de l'activité d'un certain nombre de groupes de pression qui souhaiteraient multiplier les mesures répressives et dissuasives afin de rendre totalement inopérante une loi

HOPITAL : NEANT LA SITUATION ACTUELLE

Nous avons accordé une attention particulière à ce qui se passe, ou ne se passe pas, en milieu hospitalier. En effet, il nous semble absolument inacceptable et incohérent que la loi ne soit pas appliquée dans le cadre d'un service public.

De plus, nous savons que c'est en principe dans ce cadre que les installations et l'équipement permettent de mieux parer à toute éventualité.

Enfin, c'est également dans ce cadre que la tarification imposée est le mieux respectée.

En Bretagne, on compte beaucoup de « vides » si l'on consulte la liste des hôpitaux.

FINISTERE-NORD :

pas de réponse
dans le cadre hospitalier à :

- **BREST :** à la suite d'un changement de chef de service et sous prétexte d'un manque de place dans le service gynécologie, obstétrique (cf P.B. n° 163).
- **CROZON.**

— Un jeune couple habitant Lennon : la femme pense d'abord à Carhaix pour avorter, puis y renonce car une camarade à elle y a avorté par curetage dans des conditions déplorable et a beaucoup souffert. — Ils vont à Landerneau où un médecin les renvoie sur Morlaix.

— A l'hôpital de Morlaix, entrevue avec un gynécologue et un psychologue qui leur laissent une semaine de réflexion. Au bout d'une semaine on leur fait savoir qu'on ne peut avorter la femme sous prétexte qu'ils ne font pas partie du secteur de l'hôpital : « téléphonez à Brest à l'hôpital Morvan ».

— A Brest l'hôpital Morvan : « impossible, manque de place ; téléphonez donc à la clinique Pasteur ».

— A la clinique Pasteur ils obtiennent enfin un rendez-vous pour une visite pré-avortement, mais ils doivent avoir un entretien avec un organisme agréé, en l'occurrence le Planning. **AU TOTAL DEUX SEMAINES DE PERDUES !**

Témoignage recueilli
par le M.F.P.F. Bretagne.

FINISTERE-SUD :

pas de réponse non plus à :

- **PONT-L'ABBE** : qui se réfugie dans sa dépendance du secteur hospitalier de Quimper et le prétexte d'un manque de moyens.
- **QUIMPERLE** : où la situation est bloquée en dépit de multiples démarches, à cause du refus du personnel hospitalier. Cependant des médecins vacataires accepteraient de travailler dans le cadre de l'hôpital, mais demandent la collaboration de l'anesthésiste qui, elle, refuse sa participation.
- **DOUARNENEZ** : la totalité des demandes n'est pas satisfaite.
- **CONCARNEAU** : la situation est identique.

COTES-DU-NORD :

pas de réponse non plus à :

- **SAINT-BRIEUC** : arrêt depuis septembre 1977 dans le service chirurgie.
- **LANNION**.
- **PAIMPOL**.
- **LOUDEAC** : refus de donner des raisons.
- **QUINTIN**.

MORBIHAN :

- **AURAY** : la totalité des demandes n'est pas satisfaite. Les médecins, débordés, effectuent une sélection en écartant les mineures et les mères d'un seul enfant.
- **PONTIVY** : la situation est bloquée jusqu'à maintenant. Elle devrait se régler dans les semaines qui viennent.

ILLE ET VILAINE :

pas de réponse non plus à :

- **FOUGERES**.
- **VITRE**.
- ni dans les hôpitaux ruraux sous prétexte de manque de moyens ou d'absences de demandes.

A Nantes, le centre d'orthogénie ouvert à l'hôpital Saint-Jacques est submergé. On refuse les femmes ayant plus de huit semaines de grossesse et celles qui n'habitent pas l'agglomération nantaise. Malgré tout, le conseil d'administration du CHR a refusé l'ouverture d'un second centre à Laënnec. Deux manifestations ont eu lieu en janvier et en février devant l'hôpital Laënnec.

Au total, la liste est longue, trop longue, et nous comprenons l'affolement d'une femme qui veut trouver une solution. La diversité des raisons des blocages éclate aussi ci-dessous et souligne la multiplicité des possibilités de restrictions dans l'application de la loi.

Il y a dans toutes ces abstentions un refus de prendre en considération la demande d'un public dont on a, en principe, la charge, et au total un abus de pouvoir qui nous paraît révoltant.

LA DISSUASION

Il existe encore des médecins qui, en vertu de la clause de conscience, se refusent à donner un certificat de

grossesse et à indiquer à la femme le service compétent qui lui délivrera l'autorisation d'avorter. Dans ce cas, la seule solution est d'aller en trouver un autre moins réactionnaire, afin de mendier ce certificat médical.

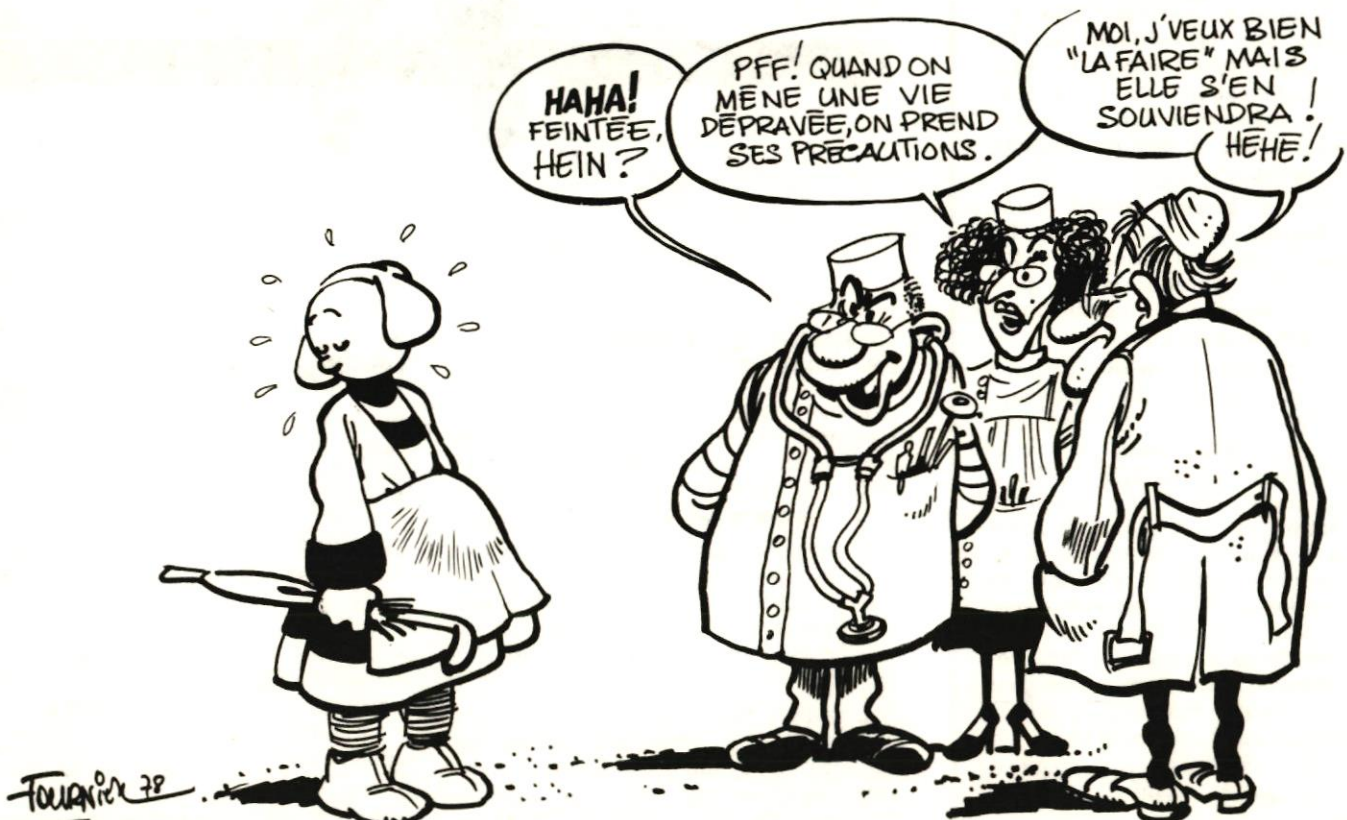
D'autres pratiquent une dissuasion plus sournoise en prescrivant piqûres et cachets pour retard des règles, ce qui retarde la constatation de la grossesse de 15 à 20 jours : ceci entraîne souvent le dépassement du délai légal de 10 semaines, et par conséquent l'obligation d'aller en Angleterre avec tous les frais supplémentaires.

Il faut ensuite se soumettre à une « consultation sociale ». D'une façon générale les médecins orientent les femmes vers les organismes sociaux habilités à délivrer ce papier où la dissuasion est le plus couramment pratiquée : c'est d'ailleurs le but de leur existence légale.

Cette dissuasion consiste en :

— Présentation des avantages sociaux et financiers : on a dit à une jeune immigrée portugaise qui avait des dettes envers les Allocations Familiales qu'elle pourrait les régler avec les primes de maternité et les allocations que lui apporterait un troisième enfant.

— Commentaire de l'assistante sur le nombre d'enfants existant, sur le sexe de l'enfant à venir (« Vous avez 2 garçons, vous verrez, ce sera une fille »), et considérations morales et religieuses en tous genres.



— Insistance complaisante sur les risques.

— Dans une clinique de la ZUP-Sud de Rennes, on a même eu l'idée de faire passer l'enregistrement des bruits du cœur d'un fœtus, afin de dissuader plus sûrement les femmes d'avorter.

Il y a des femmes qui, pour avoir l'air en détresse, comme le veut la loi, se frottent les yeux avec des oignons avant de se présenter à cette consultation.

— Certains centres refusent absolument d'avorter des « récidivistes ».

— Dissuasion plus forte encore en ce qui concerne :

● **Les immigrées :** doivent avoir une carte de séjour de plus de 3 mois pour pouvoir recourir normalement à l'avortement.

● **Les mineures :** pour lesquelles on exige une autorisation parentale, quand ce n'est pas la présence effective des parents au cours de l'avortement.

CE QUI PEUT ARRIVER AVEC UN MEDECIN

Dans la ZUP d'une ville des Côtes du Nord. Une femme (mère de 5 enfants, pas beaucoup d'argent dans la famille) va voir SON médecin pour un retard de règles. Celui-ci lui affirme qu'elle n'est pas enceinte et lui prescrit des tas de trucs pour faire revenir les règles... mais toujours rien. Il lui prescrit des médicaments plus forts.

Finalement, elle va de son propre chef dans un laboratoire : réponse positive. Elle retourne voir le médecin qui lui propose l'IVG. Entre le jour d'hospitalisation et la précédente visite, elle signale au médecin qu'elle a des pertes, saignements.

Elle se retrouve quand même à l'hôpital, ce « médecin de famille » faisant l'opération. Plus tard, elle apprend par le personnel hospitalier qu'elle avait fait une fausse couche.

Il n'empêche qu'elle a payé plus de 800 F entre l'interruption de grossesse, le laboratoire, les médicaments, les visites... Non seulement il ne lui a pas parlé de l'aide médicale gratuite (il doit pourtant connaître le niveau de vie de cette personne), mais il n'a rien dit à propos de l'IVG, car s'il a malgré tout fait un curetage à la suite de la fausse couche, ceci devrait être remboursé par la Sécurité Sociale, puisqu'il s'agit alors d'un accident.

Témoignage recueilli
par le MFPF Bretagne.



Michel Laurent/Gamma

COMMENT L'AVORTEMENT EST PRATIQUE

Enfin lorsque des hôpitaux ou des cliniques acceptent de faire des avortements, c'est dans quelles conditions ?

A l'hôpital de Quimper par exemple, après qu'on vous ait fait rentrer par la petite porte, il faut parler « d'extraction de dent » : le mot d'avortement lui-même reste tabou ! Et sur le chariot, on vous fera encore la morale...

Lorsque dans un département les centres d'IVG sont trop rares, les femmes sont obligées d'entreprendre des déplacements longs et coûteux. Un exemple : à l'hôpital de Ploërmel,

48 % des IVG faites viennent de l'extérieur (de Vannes, Auray, de l'Ille et Vilaine, de Loire-Atlantique, et même de Paris !). Sans compter que ce sont 2 ou 3 déplacements qu'il faut faire : avant, pour et après l'IVG.

ET C'EST ENCORE LOIN D'ETRE A LA PORTEE DE TOUT LE MONDE

En effet, en plus de l'IVG, il faut compter tous les « à-côté ». A l'hôpital de St-Malo par exemple, ça vous fera sans compter les frais de déplacement :

771,00 F d'IVG
39,20 F de consultation médicale

30,00 F de test biologique de grossesse

99,72 F de bilan préopératoire

939,92 F au total !

En Bretagne, l'IVG elle-même coûte entre 333 F (Karman à Concarneau par exemple) avec moins de 24 h d'hospitalisation, et 800 F environ. Ceci sans aucun remboursement par la Sécurité Sociale, qui d'ailleurs interdit par une circulaire de janvier 1977 le remboursement des analyses pré-IVG, de soins post-IVG, et même des frais de transfusion de sang si elle s'avère nécessaire. C'est une

violation pure et simple du principe même de la Sécurité Sociale.

Les IVG dues à un échec au stérilet ne sont même pas comptées comme avortement thérapeutique (qui lui est remboursé). Enfin l'information sur la possibilité de bénéficier de l'aide médicale, partielle ou totale, est mal faite, voire pas du tout. Certains médecins la jugent même comme une véritable incitation à avorter. Et pour couronner le tout, on vous fait payer la plupart du temps avant l'acte, voire 15 jours à l'avance (cas d'un gynécologue de Quimper). Il arrive que les médecins refusent les chèques.

AVORTEMENT A L'HOPITAL DE T PAR LE CHIRURGIEN S.

Avant de me faire avorter, il m'a fallu subir les diverses démarches et les salles d'attente :

1) Je suis allée consulter un généraliste qui m'a donné l'adresse d'un chirurgien : « Il y en a un sympa, m'a-t-il dit, mais il est en vacances ; je suis désolé de ne pouvoir vous prendre rendez-vous qu'avec l'autre, le chirurgien S. ».

2) J'ai rencontré une assistante sociale qui a fait pour moi les démarches nécessaires afin de bénéficier d'une aide médicale.

3) Je vais à L. consulter le chirurgien. Celui-ci, très froid, me demande de me déshabiller, me fait un doigté vaginal, me dit d'aller faire des analyses. Trois minutes d'auscultation : 50 F.

4) Je vais à Lannion faire une analyse d'urine (70 F).

5) Je retourne voir le chirurgien qui me refait un doigté (pourquoi, puisqu'il ne peut rien dire ?). Je lui dis avoir demandé l'aide médicale. Alors il refuse de m'avorter, prétextant que cette loi n'est pas officielle et entraînerait les femmes à se faire avorter tous les mois plutôt que de prendre la pilule.

6) N'ayant pas les moyens de payer cette opération, je retourne voir l'assistante sociale qui me certifie que le chirurgien est obligé de m'avorter, car il appartient à l'hôpital public de T.

7) Le mardi en question, je suis allée à l'hôpital au rendez-vous de 8 h 00. J'attends en compagnie de 2 autres femmes, durant 45 minutes, dans un couloir passager.

Puis nous allons régler nos honoraires dans le bureau de la surveillante. J'informe celle-ci avoir contracté l'aide médicale. Elle trouve le papier envoyé par la DDASS à l'hôpital et me demande si toutefois le docteur

S. est au courant. Je lui dis en avoir parlé.

Je suis conduite dans une chambre sentant le moisi et l'urine, se situant dans le grenier. On me demande de me déshabiller. De 9 h à 12 h 30, je reste dans cette pièce, seule et sans explication.

Lorsque je commence à somnoler, un infirmier m'a précipitée au bas du lit, mise sur un chariot et l'a fait rouler à une allure folle, en le cognant entre les couloirs.

Arrivée à la salle d'opération, un anesthésiste m'a fait une piqûre. Je me suis tout de suite endormie. J'ai toutefois vaguement entendu un homme gueuler et parler d'argent. Je saurai plus tard, par la surveillante chef que le docteur S., ayant su que je n'avais pas donné les 600 F, avait fait un scandale, ne voulait plus m'avorter et avait passé un savon à la surveillante.

L'opération a duré un quart d'heure. Je me suis réveillée difficilement. Je ne comprenais pas qu'une dame m'appelait par un nom qui n'était pas le mien ; une erreur avait été commise et une mère me prenait pour sa fille (heureusement que l'opération était la même). De cet instant jusqu'à 5 h 00 du soir, nous n'avons vu aucun infirmier. Je souffrais à l'endroit où l'anesthésie avait été faite : en fait, une pointe de la seringue était restée plantée dans mon bras et me paralysait. Ne voyant personne, c'est ma voisine de chambre qui, vers 16 h 00 me l'a enlevée.

A 17 h 00, on nous a donné un bol de café noir et 2 biscottes, seule collation de la journée, alors que 250 F sur 600 F étaient destinés à l'hôpital. Puis on nous a dit de partir. Aucun conseil ou information sur les suites de l'avortement, seulement une feuille de soins avec des antibiotiques.

Témoignage recueilli
par le MFPF Bretagne.

Dans la plupart des hôpitaux, seule l'aspiration avec anesthésie est pratiquée. Même si plusieurs méthodes sont possibles dans la même ville, c'est l'emploi du temps respectif des médecins qui tranche, pas le choix de la femme. A Rennes, au-delà de 8 semaines, il n'y a pas d'autre solution que l'Angleterre. Quand le Karman (aspiration sans anesthésie) est pratiqué, il est le plus souvent dénaturé par rapport à l'acquis qu'il représentait au moment où le MLAC (Mouvement pour la liberté de l'Avortement et de la Contraception) l'a lancé : il devait permettre un meilleur contrôle de la femme sur l'opération, et par la préparation psychologique de mieux la déculpabiliser. Aujourd'hui il est devenu une technique médicale comme une autre : on vous bourre de calmants avant si vous êtes trop nerveuse au lieu de discuter avec vous pour dédramatiser ; ne criez pas si vous avez mal ou vous vous ferez engueuler ; le médecin quant à lui s'abstient de toute discussion, de toute explication pendant l'aspiration, vous n'êtes pas là pour comprendre que diable ! « On connaît notre métier » ! Pas le droit d'être entourée de proches ou d'amis si on en a envie (des fois qu'ils apporteraient des microbes...).

Ce Karman dénaturé peut même devenir punitif quand il s'agit de faire « morfler une récidiviste » propos tenus à la PMI de Quimper)...

PARTOUT INDESIRABLES

Quand ce n'est pas dans les man-sardes ou les couloirs, c'est avec les accidentés ou les accouchées qu'on vous met (au moins vous pourrez ainsi bien méditer sur votre « faute »).

A vous les lits de camp, à vous les pièces froides, où vous attendrez déshabillée qu'on veuille bien penser à vous : il y en a qui attendent 3-4 heures dans ces conditions avant l'opération. Et quand vous voudrez sortir, encore faut-il avoir sous la main quelqu'un qui vous en donne l'autorisation, sinon, attendez encore !

Pour les 250 F d'hospitalisation, on vous servira généreusement un bol de soupe ou une tasse de café...

Ou bien aucune information sur la contraception n'est faite, que ce soit avant ou après l'IVG (cf l'hôpital de Tréguier). Ou bien vous êtes mise sous pilule d'autorité, vous n'avez rien à dire. Quelle est l'efficacité d'une contraception imposée autoritairement ? Encore une fois, la femme n'a pas le choix. Il n'est pas étonnant de voir ensuite des échecs à la contraception, des arrêts « irrationnels » de pilules, des « récidivistes » de l'avortement.

La loi sur la contraception est votée depuis 1972. Qui se charge de l'information ?

QUIMPER : VACATAIRES DES P.T.T. :

LE CHÔMAGE OU L'EXIL...

L'évolution récente de la conjoncture économique vient - malheureusement - confirmer l'analyse que, dès sa création en 64, l'U.D.B. faisait de la situation bretonne. Plus que toute autre région de l'Hexagone, notre pays subit de plein fouet la crise, qui vient mettre en évidence, s'il en était encore besoin, le sous-développement de notre économie : secteur primaire vidé de ses travailleurs qui ne trouvent pas à se réemployer dans un secteur industriel condamné à l'avortement avant même d'avoir dépassé le stade embryonnaire. Quelques emplois de circonstances créés dans le secteur tertiaire (l'administration en particulier) ne suffisent pas, loin s'en faut, pour arrêter le flot de chômeurs canalisés vers les ANPE ou l'émigration, ces deux impasses où de plus en plus de nos jeunes compatriotes se trouvent fourvoyés.



Gilbert Uzan/Gamma

Or, quelles sont les solutions proposées à cet égard par le pouvoir centraliste ?

Pour ce qui est de l'émigration, à défaut de savoir l'arrêter, maître Barre, Diaforus penché au chevet de notre économie moribonde, loin de considérer cette hémorragie humaine comme un symptôme alarmant pour notre société, décrète au contraire que c'est là le remède nécessaire et tout indiqué pour notre cas ! « Mobilité de l'emploi », qu'il l'a baptisé pour la circonstance. « Le corps social a des humeurs ? Qu'à cela ne tienne ! Une bonne saignée et rien n'y paraîtra plus ! ».

En ce qui concerne le chômage, faire passer ce fléau social pour un mal nécessaire, voire un remède miracle relèverait du suicide électoral. Aussi notre charlatan choisit-il de camoufler : on tronque les thermomètres économiques, on fait baisser la fièvre artificiellement, on vide

ces infirmeries de société capitaliste que sont les A.N.P.E., le temps d'une campagne électorale, bien entendu. Ainsi par exemple, cette vaste opération de dégonflage des statistiques de l'emploi entreprise à grand renfort de publicité : exonérations spéciales accordées par l'Etat aux chefs d'entreprises, quand entreprises il y a, crédits spéciaux alloués aux administrations pour créer des emplois temporaires.

En Bretagne, à défaut d'industrie, c'est surtout dans les administrations que certains jeunes chômeurs se voient offrir ce genre de travail : création d'emplois municipaux (Quimper, Saint-Malo...) rémunérés pendant 6 mois ou 1 an sur crédits préfectoraux, nomination de M.A. « Haby » sur des postes bidons n'ayant généralement rien à voir avec leur formation, embauche de vacataires dans les P.T.T. depuis juillet dernier jusqu'en mars prochain.

A cet égard, la situation des auxiliaires et vacataires récemment embauchés au centre de tri postal de Quimper est une illustration édifiante du cadeau empoisonné que l'Etat patron a offert à certains de nos jeunes compatriotes : du travail, certes, mais le temps d'une campagne électorale ; et ensuite — rien ne change — l'inévitable alternance : chômage ou émigration.

Nous avons rencontré trois de ces jeunes et nous leur avons demandé comment ils vivaient leur entrée — toute provisoire — dans la vie active et comment ils envisageaient l'avenir — Tous trois ont suivi le même itinéraire, désormais classique, voire inévitable pour de plus en plus de jeunes Bretons.

Alain est entré en fac de sciences économiques à Brest, après son bac. Mais au bout de quelques mois il a décidé de chercher un travail. Il s'est donc inscrit à l'A.N.P.E. « J'ai été embauché une première fois par les P.T.T., mais j'ai été éliminé assez rapidement à la suite d'une compression de personnel. J'ai donc fait mon service militaire, et au retour, je me suis réinscrit au chômage, puis j'ai été embauché une 2^{me} fois par les P.T.T. comme auxiliaire »

Eric, lui a passé un B.E.P. avant de partir à l'armée. « En rentrant, je me suis inscrit au chômage, j'ai trouvé un boulot passager puis je suis entré au centre de tri ».

Philippe : « Moi, c'est un bac G2 que j'ai passé. Mais tu sais, par les temps qui courent, le chômage nivelle pratiquement tous les diplômés : j'ai bien essayé de trouver un boulot correspondant à ma formation, dans une banque. Mais il y avait une quarantaine de candidats pour un poste. J'ai donc fait mon service, comme tout le monde et au retour je me suis inscrit au chômage. J'ai été embauché comme chauffeur-livreur dans une boîte de Quimper ; au bout du mois d'essai ils m'ont fait savoir que je ne faisais pas l'affaire. Je me suis donc à nouveau inscrit au chômage et on m'a proposé un boulot au centre de tri ».

TENIR JUSQU'EN AVRIL...

Ils sont 17 vacataires (et 9 auxiliaires) actuellement au centre de tri de Quimper, beaucoup d'entre eux anciens chômeurs, presque tous en sursis de chômage. 7 ont été embauchés en juillet dernier, une dizaine de postes d'auxiliaires étant

transformés en emplois de vacataires. Par mesure d'économie, bien sûr. En effet, si un auxiliaire gagne de 1 850 à 1 950 F par mois selon les zones, soit 350 à 400 F de moins que le minimum revendiqué « dit la C.G.T. dans un tract », c'est un salaire de 1 300,48 F à 1 356 F que M. Barre et Beullac proposent aux vacataires. Encore faut-il ajouter que sur cette somme, seuls 336 F sont versés par le Ministère des P.T.T., le reste étant puisé dans les crédits spéciaux de l'Etat pour l'emploi des jeunes. Selon le C.N.P.F., qui en bénéficie également, sous forme d'exonérations de charges sociales en particulier, ces crédits auraient permis de placer 400 000 jeunes depuis septembre. Mais, quand on sait que ces vacataires sont « exclus de la prime d'exploitation (930 F par semestre environ) et de l'ensemble des mesures sociales acquises aux non-titulaires » (C.G.T. et C.F.D.T. dans un tract commun appelant à une grève), quand on sait qu'aucune garantie d'emploi n'est accordée à ce sous-auxiliariat dont les contrats sont d'une durée maximale de 3 mois, renouvelables 3 fois, si tout va bien, quand on sait que la dernière de ces périodes de 3 mois doit s'achever en mars prochain, comme par hasard, on comprend toute la démagogie de cette mesure soi-disant sociale, qui n'est en réalité qu'une vaste opération de détournement de chômeurs ! Reste, pour certains de

ces jeunes, la perspective d'être titularisés.

« C'est l'aspect du problème qui nous tient le plus à cœur » dit Alain « Effectivement on a la possibilité d'être titularisé en passant le concours d'agents d'exploitation. Seulement nous sommes de plus en plus nombreux à refuser cette fausse solution ».

« Il faut savoir, renchérit Philippe qu'il n'y a pratiquement pas de postes de titulaires en Bretagne et les listes d'attente sont longues. Passer le concours d'agents d'exploitation, c'est accepter de s'exiler pendant 7 à 10 ans à Paris ».

Eric : « Et dans quelles conditions ! La direction, où certains anciens nous disent : « Vous êtes jeunes. Les voyages forment la jeunesse ! ». Les voyages, peut-être, l'exil sûrement pas ! Nous savons ce que signifie le déracinement qu'on nous propose : les premiers temps les P.T.T. nous hébergent dans des foyers, dont certains malgré un minimum de confort, s'apparentent à de véritables ghettos d'immigrés : vie en vase clos, éloignement de la famille pour les travailleurs mariés ; divorce, piste, alcoolisme : voilà les dangers qui nous guettent. Non, merci. Nous n'en voulons pas ! ».

Ils comprennent bien que ce refus met les syndicats dans une position embarrassante. En effet, dès 1974, la

C.G.T. et la C.F.D.T. en grève proposent un plan de résorption progressive de l'auxiliariat. On se rappelle les réponses que fit aux revendications syndicales le ministre d'alors, un certain Pierre Lelong. Mais en juillet 76, une circulaire ministérielle promettait que les emplois laissés vacants par des départs de titulaires et d'auxiliaires, seraient remplacés par des titulaires uniquement. En outre, la C.G.T. réclame la création immédiate de 50 000 postes de titulaires.

Or, pour toute réponse, le ministère continue non seulement à embaucher des auxiliaires, mais en juillet 77 crée 7 000 emplois de vacataires sans formation, aggravant ainsi la dégradation du service public.

UNE CENTRALISATION ABERRANTE

Pour expliquer l'attitude des syndicats sur ce point, il faut également savoir que nombreux sont les titulaires émigrés à Paris depuis de longues années et qui attendent que des postes se découvrent pour pouvoir rentrer au pays. Les syndicats ne peuvent donc soutenir les premiers au détriment des seconds.

Alain : « Cela, nous le comprenons fort bien. De toutes façons nous ne nous faisons pas d'illusions, dans quelques mois nous serons au chômage. Mais enfin, on nous demande d'aller chercher du travail là où il existe. Pourquoi ne pas faire en sorte d nous le donner sur place, au contraire. Voilà encore un exemple de centralisation aberrante : l'essentiel des opérations postales sont concentrées sur Paris. Or, jusqu'à présent, les jeunes Parisiens qui trouvaient à s'employer ailleurs dans de meilleures conditions n'étaient pas intéressés par les P.T.T. L'essentiel de la main-d'œuvre était donc constituée de travailleurs « immigrés », de Bretons en particulier. Dans ces conditions, pourquoi ne pas décentraliser et créer des centres là où la main-d'œuvre existe ? Et, comme dans le secteur privé, la situation est comparable sinon plus grave, le seul choix qu'on nous laisse à nous, jeunes travailleurs Bretons, c'est le chômage ou l'exil ! »

Certes, Monsieur Barre, notre société est malade. Mais ce n'est pas en purgeant le corps social d'une partie de ses travailleurs que vous la sauvez ; ni en opérant, au nom de la mobilité, des déracinements aussi douloureux qu'inutiles. Les virus qui nous rongent portent un nom : capitalisme et centralisme ; et nous en connaissons les seuls véritables remèdes : socialisme et autonomie. Allez-vous en, Docteur Barre ! Laissez-nous prendre en mains nos propres affaires, et nous saurons nous soigner nous-mêmes !

Pierre Le Rest

CHIFFRES POUR UN COMBAT

L'ÉCONOMIE DE LA RÉGION DE CONCARNEAU

- Le chômage en progression galopante :

	1973	1974	1975	1976	1977
CONCARNEAU	200	250	395	439	565
TREGUNC	81	97	210	215	328
SCAER	58	100	149	200	220
MOELAN	67	83	120	131	187

Entre 1976 et 77, QUIMPERLE passe de 193 à 213 chômeurs, RIEC de 87 à 144.

- Diminution du nombre d'exploitations agricoles sans compensation ailleurs.

	à	on passe de	à	1977
ELLIANT	534	en 1929	371	en 1955
CONCARNEAU	150	en 1950	120	en 1960
ARZANO	174	en 1967	169	en 1970

- Disparition de la flottille de pêche : Evolution de la flottille côtière à MOELAN.

années	1954	1964	1976
unités	140	110	— de 100
tonnage		800 tx	600 tx

- Evolution de la flottille chalutière hauturière à Concarneau (bois, acier, classique, pêche arrière).

années	1965	1969	1970	1973	1975	1976	1977	1980
unités	120	110	95	80	73	65	60	?
tonnage	17550	17600	15600	14432	15534	14174	13197	?

LA MUTATION DES MENTALITES

DESENCHANTEMENT

Ceci explique qu'aujourd'hui de nombreux agriculteurs, désenchantés, ne participent même plus aux manifestations. Ils en sont trop souvent revenus déçus par le maigre résultat ; sans compter les ennuis divers comme la visite des gendarmes mobiles venus leur conseiller le calme, la modération et la confiance renouvelée à une politique agricole qui pourtant les condamne. Il a fallu bien longtemps à ces paysans, pourtant à la pointe du progrès dans leur métier, pour comprendre que la justice et les forces de l'ordre n'étaient que les agents d'exécution du pouvoir politique en place. Le temps qu'ils ont mis à le comprendre leur a coûté très cher.

Autre miroir aux alouettes, le Marché Commun, auquel beaucoup d'agriculteurs ont cru, oubliant simplement qu'il s'agissait d'une Europe des « marchands », par définition, et qu'il n'y avait guère de place pour les travailleurs. Le marché commun agricole, c'était surtout une nouvelle étape pour la mise en place des

grands trusts de l'agro-alimentaire.

LE ROLE DES COOPERATIVES

Pour mieux contrôler les marchés et s'assurer un meilleur revenu, les paysans se sont groupés en coopératives, ont accepté leur fusion pour augmenter leur efficacité. Résultat : 40 % environ des agriculteurs ont un salaire inférieur ou équivalent au SMIC, alors qu'ils ont beaucoup de responsabilités, et surtout un endettement énorme. Les responsables de ces coopératives, bien qu'agriculteurs eux-mêmes, n'ont pratiquement plus qu'un seul souci : assurer la pérennité de leur coopérative, même si celle-ci est incapable d'assurer un revenu décent à ses adhérents.

Se lancer dans l'aventure des coopératives c'était oublier qu'en système capitaliste le pouvoir appartient en définitive aux banques et aux trusts. Au lieu du calcul : coût de production + salaire = prix de vente, on fait l'inverse : prix de vente (c'est-à-dire prix de marché — les coûts de production — les emprunts = salaire (s'il en reste !). Autrement dit : rentabilité du capital d'abord, tant pis pour le revenu de l'exploitant. On rétorquera que c'est la loi de l'offre et de la demande ; mais quand les automobiles se vendent mal, essayez donc d'en obtenir au rabais !

En créant des coopératives, les agriculteurs ont en fait inventé une nouvelle courroie de transmission entre le système économique actuel et eux-mêmes. Le slogan : « **Le pouvoir économique par la coopération** » renfermait donc une bonne dose d'utopie...

Utopie également que d'oser dire que la plus grande révolution dans le monde agricole actuel pourrait venir de ce côté, à savoir que les administrateurs de coopérative, reconnaissant qu'il est impossible d'assurer un revenu décent à leurs adhérents malgré leur bonne volonté, démissionnent en bloc... Mais, là aussi, c'est se bercer d'illusions car on aborde un des points principaux de la discorde entre la masse des ex-



Le Peuple Breton

PAR tradition soucieux de stabilité et de sécurité le monde paysan a voté massivement, ces dernières années, pour les hommes représentant la droite conservatrice, comptant exclusivement sur l'action syndicale, apolitique, pour défendre ses intérêts. C'est ainsi que sont tombées dans l'oubli les fameuses lois d'orientation de 1962, qui devaient servir de base au développement de l'agriculture et surtout au mieux-être des agriculteurs. Les manifestations de grande ampleur pour le lait, la viande et bien d'autres objectifs ont forcé le pouvoir à lâcher du lest. Mais ces avantages, ou ces mesures de circonstances étaient annulées dans les années, ou même dans les mois suivants. Ou lorsqu'une loi était votée, la sortie des décrets faisait qu'en réalité elle devenait bien souvent inapplicable [ainsi les lois sur les cumuls de terre ou de profession].



Un petit exploitant de Plouneour-Trez (Finistère-Nord)

exploitants de notre région et les responsables nationaux de la F.N.S.E.A., c'est-à-dire la collaboration de ces responsables avec le pouvoir. Ils défendent aujourd'hui, non pas les agriculteurs, mais l'agriculture, ce qui est bien différent ! Que les écarts de revenu entre agriculteurs soient de 1 à 33 ne les tracasse guère. Que, dans un département comme la Loire-Atlantique, trois ou quatre exploitations disparaissent en moyenne chaque jour, ce n'est à leurs yeux qu'un détail, ces éliminations étant indispensables pour assurer la vitalité de l'agriculture française. En un mot, il y aurait encore trop d'agriculteurs... non compétitifs. Ce qu'il leur faut, ce sont de véritables chefs d'entreprise, dynamiques et surtout qui ne s'embarrassent pas de sentiments.

En contrepartie, des avantages devaient exister : un prix du lait fixé en fonction des coûts de production, une taxation des matières grasses végétales produites en France, diminution des montants compensatoires de 2,5 %. Aujourd'hui ces préalables, de simples paravents, ont été abandonnés, les montants compensatoires relevés de 3,5 % en décembre, et à nouveau augmentés en février pour compenser la baisse du franc qui avantageait les producteurs français. La conférence gouvernement - FNSEA a été un échec total pour cette dernière. Les responsables FNSEA prétendaient par cette taxe obtenir un droit de regard sur la gestion des marchés laitiers ; ils n'ont obtenu qu'un pouvoir consultatif : c'est ce qui s'appelle lâcher la proie pour l'ombre ! Une nouvelle fois la FNSEA a trahi les siens.

LA TAXE SUR LE LAIT

L'exemple typique de cette collaboration, c'est la taxe dite de coresponsabilité laitière, une taxe qui vise particulièrement la Bretagne, grande productrice de lait. On veut nous faire croire qu'en prélevant 1,55 centime par litre soit 775 F pour un producteur de 50 000 litres par an, ce qui représente un milliard d'anciens francs pour la seule Loire-Atlantique, les producteurs ne verront par leur revenu baisser.

Le syndicalisme réformiste, partisan du dialogue avant tout avec les pouvoirs publics, est devenu au fil des années leur complice. Il renforce le capitalisme en l'aménageant et en trompant les paysans sur la nature du système.

Il n'a qu'un but : la réussite de quelques-uns par l'élimination des autres, d'où l'exode rural que nous connaissons. D'où chez nous un accaparement de l'espace pour le tourisme, une détérioration des activités permanentes, et une augmentation du prix des terres.

Paul Martin,
agriculteur en Loire-Atlantique.

A Fouesnant, le prix de la terre agricole monte

Il est choquant que les résidents secondaires et les spéculateurs, de tout poil, empêchent le développement et même la persistance de l'agriculture dans le canton, mais les optimistes pouvaient croire qu'au-delà de la bande côtière (bien large déjà : 3 kilomètres et plus), les exploitations agricoles subsisteraient.

Or un cas récent de vente de terre labourable, dans la commune de Pleuven, vient confirmer les inquiétudes de ceux qui craignent que nos élus et nos notables n'aient déjà enterré la vocation agricole du canton tout entier.

En décembre 1977 : le syndicat local des agriculteurs reçoit une offre de la S.A.F.E.R. : 2,16 hectares de bonne terre agricole vont être vendus à un particulier non-agriculteur. Mais, colère de certains agriculteurs suffoqués : lequel pourra les acquérir à 50 000 F l'hectare ? Deux cultivateurs se présentent dans les jours qui suivent. L'un tellement satisfait de trouver enfin un terrain dans le canton, préempte sans révision de prix, mettant par là la S.A.F.E.R.

Le 2 janvier la S.A.F.E.R. qui n'a pas préempté, se déssaisit du dossier : un dossier de préemption coûte cher et, comme très souvent, le propriétaire risque de retirer ses terres à la vente. Cette vente se fait enfin, mais le nouveau propriétaire n'est pas un agriculteur. Il faut signaler un petit aspect positif au dénouement de cette affaire, mais il en dit long sur l'état de l'agriculture à Pleuven : la S.A.F.E.R. exige qu'entre le propriétaire et son fermier soit établi un bail : chose qui n'a guère plus cours dans le pays !

Que cherche-t-on dans les mairies ou les études de notaires de Pleuven ou Fouesnant : libérer la terre de la contrainte des paysans encombrants qui persisteraient à considérer la terre comme un outil de travail ! La pratique du bail elle-même est hors de mise dans l'esprit de nos bradeurs de foncier. Pensez-donc, neuf ans ! Qu'un paysan s'incruste neuf ans sur une terre sur laquelle on préfère spéculer pour mieux la vendre au bon moment.



Le Peuple Breton

Sur cette carte de la région de Fouesnant figurent en noir les terrains achetés par des non-exploitants.

dans l'impossibilité d'agir en sa faveur, le prix étant trop élevé. Le second préempte avec révision du prix. Mais, c'est compter sans l'hostilité de certains élus municipaux, de droite, et du notaire...

Nous n'évoquerons pas certains des arguments avancés, tellement leur niveau est bas ! Il faut cependant dénoncer la duplicité de ceux qui bradent complaisamment notre sol à de gros bourgeois venus d'ailleurs, ou à des promoteurs, puisque c'est pour y bâtir leurs « résidences », mais ne sont que haine et xénophobie à l'égard de « l'étranger » à la recherche de terre pour y exercer son métier de paysan.

Tous ceux qui à Fouesnant, Pleuven, Bénodet ou Clohars pensent que l'agriculture est indispensable à une survie du canton, et en particulier les jeunes agriculteurs qui cherchent à s'installer ne peuvent qu'être inquiets. Des exploitants arrivent à l'âge de la retraite, des fermes vont prochainement être mises en vente. Quels magouillages empêchent un paysan de s'installer ? Et surtout comment acheter une ferme de 17 hectares (un tel cas se présentera bientôt à Pleuven) si le prix de l'hectare atteint 50 000 francs : 850 000 francs en tout, plus les frais de notaire et d'enregistrement, 1 000 000 francs pour la terre. Une ferme modeste.

Il est là, debout dans le box des accusés, paumé devant le faste anachronique de la Cour, le front dégarni, le cheveu blanc, le regard noir, craintif, les mains serrées l'une contre l'autre, il les regarde comme étonné de les voir si blanches. D'un geste saccadé, il époussette de temps en temps son pull blanc, ou il s'essuie les yeux en faisant mine de se moucher quand on parle de son enfance, de sa mère.

Il avait 3 ans quand son père est mort en Indochine, sa mère est revenue au pays, près de Landerneau, avec ses 4 petits, les élevant dans la misère, les aimant de son mieux ; mais résistant mal à la misère elle s'est mise à boire, et le soir il faut aller récupérer « Chanig pinard » dans les fossés et la coucher.

une pension d'invalidité) le voilà réformé avec une pension de 1200 F par mois.

Mais cette pension, comme il ne sait ni lire, ni écrire, quelqu'un d'autre la touche pour lui et lui donne un « prêt » toutes les semaines : de quoi aller au foot et se payer 1 litre de rouge le dimanche, un coup de temps en temps.

Se plaindre ? Il travaille comme ouvrier agricole, on lui donne une soupe, un chou-fleur et on est quitte ! Pas exigeant, pas embêtant, gentil, doux avec les enfants, fort au boulot, une bonne bête quoi ! Il habite une masure en terre battue, sans électricité à la guerre comme à la guerre...

Toute sa vie exploité sans le savoir, sa seule satisfaction : le dimanche son vin rouge et son match de foot.

LE CRIME DE "TARZAN"

Pendant ce temps, lui, pousse du mieux qu'il peut gardant les vaches pour quelques bouchées de pain.

A 15 ans, il devient ouvrier agricole sans avoir réussi à apprendre ni à lire ni à écrire.

Puis il s'engage dans l'armée. C'est un dur, un courageux, il ne recule devant aucune corvée. C'est Tarzan, le « buffle » pour les copains.

Colonisé, colonialiste, au cours des différentes campagnes : Indochine, Tonkin, Maroc, Algérie dans le régiment des tirailleurs sénégalais, il donne toute satisfaction. On lui donne la croix de guerre, la médaille militaire « on est même venu chez moi pour me la donner ! ».

Au bout de quelques années, usé par les crises de palu, diminué par les blessures successives (toutes inférieures au seuil qui lui donnerait droit à

Et voilà ! Un jour un compagnon encore plus pauvre que lui a voulu entamer sa bouteille du dimanche, il a tapé fort comme il l'a appris à l'armée, et il a tué sans le vouloir.

Il est là, debout, dans son box, les yeux fixés sur rien. Il a parlé une fois, brutalement, comme un flot longtemps réprimé, son regard s'est enflammé, ses mains, son corps se sont animés, l'espace d'un instant pour mimer son geste, sa colère se réveillait, et tout d'un coup il s'est tu, ses mains se sont resserrées parce que sa parole ne suivait pas.

Il aurait pu, il aurait dû pouvoir s'exprimer en breton, sa langue. On parlait de lui, il ne comprenait sûrement pas tout, et lui parlait et on ne le comprenait pas.

Il sera libre pour la moisson !

Marie Cornily.



Une justice — pas toujours aussi clémentement que dans le cas de Tarzan — vue par Fournier.

nos candidats en mars 78

AURAY

Le Peuple Breton



Daniel DOLLE

La circonscription d'Auray : à la fois rurale et maritime, on y compte peu de grosses industries. Les activités traditionnelles y sont plus que menacées. Ainsi l'ostréiculture, où le chômage sévit de plus en plus du fait de la maladie de l'huître plate ; chômage guère freiné par l'incapacité de l'Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes (I.S.T.P.M.) à faire face à une situation aussi grave, faute de moyens, faute de crédits.

Le tourisme de luxe, véritable cancer de ce pays, chasse les travailleurs du littoral et de l'arrière pays. Pour aller où ? A Auray où l'on compte près de 300 chômeurs inscrits et qui devient de plus en plus une cité dortoir.

Auray : c'est un sous équipement scolaire flagrant qui se traduit par le refus du pouvoir de construire un lycée pourtant indispensable et par les C.E.S.-baraquements de la région (Etel, Pluvigner). C'est un sous-équipement routier malgré les promesses non tenues sauf en matière de voies... touristiques.

Tant d'injustices et de misères doivent cesser. Il faut appliquer les mesures contenues dans le Programme Démocratique Breton (P.D.B.), pour que vive la langue bretonne, pour une réelle industrialisation, pour un développement économique maritime et agricole. Pour que les jeunes puissent rester vivre au pays qui les a vus naître. Tel est le sens de notre candidature.

Notre candidat :

Daniel Dollé, 29 ans, syndic des gens de mer à Auray.

Son suppléant :

Henri Paulic, 41 ans, masseur-kinésithérapeute à Le Palais (Belle-Isle-en-mer).

CHATEAULIN

Le Peuple Breton



Fanch MORVANNOU

C'est un « enfant du pays » que l'U.D.B. présente aussi dans cette circonscription, comme dans bien d'autres. Né au Cloître-Pleyben, F. Morvannou, 46 ans, a toute sa parenté dans la circonscription. Ceux qui du moins ont pu rester. Car cette zone de la Bretagne intérieure a été soignée par l'exode, et aujourd'hui, on meurt ici plus qu'on ne naît... On ferme des écoles, des petits commerces ; des fermes disparaissent. De par la volonté du capitalisme, la Bretagne n'a jamais été industrialisée. Et cette vallée de l'Aulne a toujours représenté pour lui un réservoir de main-d'œuvre dans lequel il a puisé sans vergogne... Les quelques petites usines d'implantation récente (CTB à Pont-de-Buis, Chevalance à Poullaouen) sont du type pirate : règne des « petits chefs », chasse aux syndiqués, cadences, une paye qui ne dépasse pas le SMIC, quand elle l'atteint. Avec la menace quotidienne de la mise à la porte, si l'on n'est pas soumis : ce ne sont pas les demandeurs d'emploi qui manquent. Carhaix, à peine 9 000 habitants, 800 chômeurs enregistrés à l'ANPE en 77... Le suppléant de Fanch Morvannou est Yannig Goulc'hén, élu U.D.B. sur la liste de gauche, à Carhaix précisément, où il est adjoint au maire.

D'où peut surgir la nécessaire volonté politique, sinon **du peuple breton lui-même** ? Ils pèseront lourds les bulletins U.D.B. le soir du 12 mars. Il faut enrayer, casser, briser le processus de mort lente de notre pays. Ce n'est pas l'armée, cancer qui ronge déjà la presqu'île de Crozon jusqu'aux portes de Châteaulin, ce ne sont pas les touristes fortunés en roulettes qui vont sauver la Bretagne. Ce sont les Bretons eux-mêmes. L'U.D.B. Les projets politiques de l'U.D.B. sont prêts, l'utopie est à portée de mains.

RENNES-SUD

Le Peuple Breton



Yves ROUGER

Cette circonscription, je la connais bien, je suis né à Rennes et presque toute ma famille habite le canton de Montfort. Monique Rannou qui est ma suppléante est conseillère municipale de Rennes, et représente la ville au Conseil d'administration des H.L.M. Elle habite la Z.U.P. sud.

C'est une circonscription qui se caractérise par une zone urbaine importante, quartier neuf où abondent les tours, quartier ouvrier le plus important de Rennes : la ZUP Sud. C'est aussi une zone de bocage. Pays d'élevage connaissant les problèmes fonciers (la proximité de la ville fait monter le prix des terrains et pose le problème d'expropriation), le problème de l'installation des jeunes agriculteurs à la terre, l'exode rural, l'exploitation des jeunes ruraux qui viennent travailler dans les usines de la ville, le problème des villages dortoirs.

C'est la circonscription de l'usine Citroën dont la direction et la CFT (seul syndicat autorisé dans l'entreprise) font les campagnes électorales des partis de droite (R.P.R. et P.R.).

C'est la circonscription de Le Douarec, vice-président de l'Assemblée Nationale, président du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine.

C'est la circonscription de l'avocat des riches et des grosses sociétés. Le Douarec qui intervient auprès du gouvernement pour que les cadres soient représentés dans les comités d'entreprises (c'est vrai que maintenant les PDG se considèrent comme des salariés), etc... Le Douarec qui vote contre les amendements signifiant que chacun a le droit d'obtenir un emploi, que la formation continue est un droit fondamental de tout travailleur. Le Douarec, qui vote contre le fait que les marchés publics soient confiés prioritairement aux entreprises locales, contre la retraite à 60 ans étendue à tous les travailleurs.

La vie de l'U.D.B.

Le premier grand meeting de l'U.D.B.:
2500 PERSONNES A RENNES



Le 25 février, un meeting qui débute par une manifestation dans la rue.



Le ton donné par Gilles Servat : 1 heure de chansons dans une salle enthousiaste.



Les candidats de l'U.D.B. et leurs suppléants, présentés par Jean Guégéniat.



Un des cars au départ de Brest.



*1000 personnes devant FR3.
Rennes : un succès incontestable.*



*Parmi les témoignages sur la situation de
la Bretagne : celui de Monique Rannou.*



*Une salle comble pour le « Bro-Gozh » et
l'Internationale, entamés par Gilles
Servat.*



*Des stands, des journaux, et des adhé-
sions.*

La tournée bretonne d'ALAN STIVELL



Le Peuple Breton/JLF



Le Peuple Breton/JLF

*Intervention politique après l'entr'acte ; ici
Claude Le Luc, à Morlaix.*



Le Peuple Breton/JLF

Une occasion de diffuser Le Peuple Breton.

Reportage photo

Le Peuple Breton/J. Pellen

Brèves

Scaër : bientôt une nouvelle énergie

Une société envisage de construire à Scaër une usine pour fabriquer des briques de chauffage à partir des ordures ménagères de la région lorientaise et du sud-Finistère.

Ce nouveau combustible pourrait fournir sous forme de vapeur l'énergie nécessaire au fonctionnement des papeteries Bolloré de Cascadec. Une affaire à suivre...



Erquy : un port dynamique



Gernot

Premier port des Côtes du Nord, devant Ploubazlanec et St-Quay-Portrieux pour le nombre de marins embarqués, Erquy compte plus de 200 marins-pêcheurs exploitant principalement des gisements de praires et de coquilles St-Jacques. De nombreux aménagements sont prévus pour améliorer la commercialisation des produits : nouveaux viviers et création d'une criée.



Théâtre : une reprise attendue

Le « Poème du Pays qui a faim », œuvre de Paul Keineg va être à nouveau représenté en Bretagne à l'occasion d'une tournée organisée par Guy Moigne à partir du 4 mars 1978.

Ce spectacle devrait passionner à nouveau le public breton, tout particulièrement les jeunes qui le découvriront.



Le Peuple Breton/JLF

LE PROBLEME DE BREST A

LOIRE-ATLANTIQUE

PONTCHATEAU : APRES LA FERMETURE DE L'I.M.P.

A Pontchâteau, un I.M.P. (Institut Médico-Pédagogique) a été fermé le 30 juin 1977 à la suite d'une décision inadmissible de l'Association des Papillons Blancs qui a accepté la politique de la Direction Départementale d'Action sanitaire et sociale (DDASS) qui est de fermer les petits établissements pour diriger les enfants handicapés vers des établissements considérés comme plus rentables.

Il faut savoir que l'I.M.P. de PONTCHATEAU, agréé pour 32 enfants, en accueillait 29, soit 3 enfants en moins, soit 3 prix de journée pour l'année, non payés par la D.D.A.S.S. à l'Association d'où la condamnation pour « non rentabilité » de ce petit établissement de dimension familiale qui le rendait favorable à l'épanouissement de ses petits pensionnaires. Comme si les handicapés se faisaient plutôt rares !!!

Une école n'est pas un lieu de rentabilité, c'est pourquoi l'U.D.B. n'accepte pas cette notion foncièrement capitaliste, notion qui livre les organismes sociaux pieds et poings liés, à l'arbitraire de la tutelle administrative. Elle dénonce le manque de volonté des responsables des Papillons Blancs qui, comme d'autres responsables d'organismes gestionnaires préfèrent sacrifier le personnel et frustrer les jeunes handicapés du cadre de vie auquel ils sont habitués. Ils ne se rendent pas compte que la rentabilité est une affaire de coûts dont ils ne sont pas maîtres : coût de l'alimentation, coût des produits pharmaceutiques, coût des équipements auxquels se trouvent liés, malgré eux les frais de personnel.

Prétendra-t-on que cette fermeture est la conséquence de la crise économique ? Celle-ci a bon dos quand on voit des entreprises qui n'ont rien à voir avec l'industrie et le commerce, disparaître par des actions perfides de ce genre.

ILLE-ET-VILAINE

FOUGÈRES LES RÉHAULT EXPULSÉS ?

Depuis deux ans, les salariés de l'usine de chaussures Réhault occupaient leur usine. Licenciés mais refusant de partir. Dès 1976, les syndicats de liquidation cherchaient à les faire partir et la Cour d'Appel vient de leur donner raison en ordonnant l'expulsion immédiate des travailleurs.

CÔTES-DU-NORD

SAINT-BRIEUC LE M.O.D.E.F. MANIFESTE

Le M.O.D.E.F. a tenu son congrès fin janvier à Saint-Brieuc et a annoncé une manifestation le 13 février contre les laiteries qui pratiquent encore la prime à la quantité pour le paiement du lait. Cette mesure pénalise en effet les petits et moyens producteurs.

MOR-BIHAN

GRÈVE DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Jeudi 2 février, à l'appel de la C.F.D.T., les personnels administratifs et de service de l'enseignement privé du Mor-Bihan et certains enseignants solidaires se mettent en grève pour demander un salaire décent. Actuellement, le salaire de base, à l'indice 174 correspond à 1692 F. par mois.

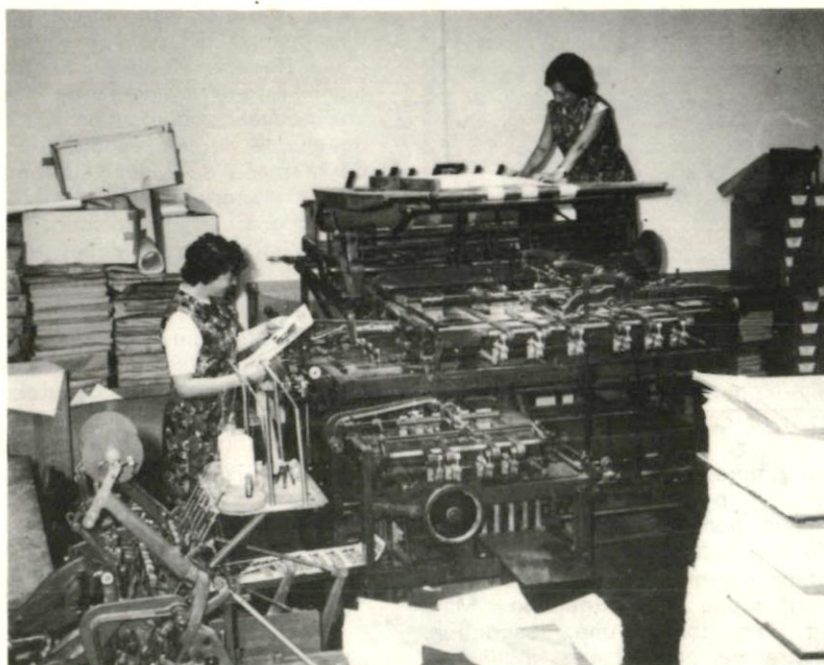
Les organismes gestionnaires et payeurs (F.D.O.G.E.C.), tout en admettant que c'est là un salaire de misère, ne veulent rien lâcher malgré une augmentation très substantielle des forfaits d'externat. Pour que les écoles privées puissent continuer à tourner, faudra-t-il que les personnels qui y travaillent acceptent d'être surexploités ? C'est « l'école des pauvres » ! Et le maintien de ces personnels sous régime privé, c'est le fameux « caractère propre » de la loi Guerneur ? Pas très catholique tout ça !

FINISTÈRE

QUIMPER

LES OUVRIERS DE LA CORNOUAILLAISE TIENNENT BON

Les ouvriers de l'Imprimerie Cornouaillaise (celle qui imprimait le P.B.) refusent de laisser brader leur outil de travail. Un acheteur parisien s'étant présenté et ayant offert de ne reprendre pour commencer que 15 compagnons, les ouvriers ont décidé le 6 février de poursuivre l'occupation active de leur usine.



Le Peuple Breton / J.L.F.

Brèves

Scrignac veut garder son école

A Scrignac, l'administration vient de décider la fermeture d'une classe primaire à l'école publique. Pour protester contre cette mesure les parents d'élèves ont occupé l'école et poursuivent la grève scolaire. Ils ont dressé un barrage sur la route et présenté leurs doléances visant à refuser l'inégalité des chances en milieu rural qui aboutit inéluctablement au vieillissement de la population.



A Brest : un curieux transfert d'activités

A Brest, on n'arrête pas le progrès : les établissements Bellion regroupant 325 salariés quittent le port de commerce pour s'établir sur une zone industrielle de la région. Le nouvel acquéreur n'a pas tardé à se faire connaître, en l'occurrence la « marine nationale » manquant manifestement d'espace, pour entreposer ses archives.

Un sérieux atout économique pour le port de commerce !



Pêche : utilisation méconnue du breton

Dans la pêche industrielle, l'avion est utilisé pour le repérage des bancs de poissons, thons en particulier. Afin d'éviter que les messages ne soient reçus par les flottilles espagnoles concurrentes, les messages parviennent aux bateaux en breton. Cette utilisation du breton comme code s'est avérée à ce jour particulièrement efficace pour nos marins-pêcheurs.



Uranium : 10 000 tonnes par an dans le Mor-bihan

Depuis 1955, l'uranium est exploité en Bretagne dans quelques mines du Mor-bihan. Deux nouvelles mines vont être ouvertes prochainement et permettront cette année encore l'extraction de 10 000 tonnes de minerai brut. Mais une fois de plus le minerai n'est pas traité sur place mais acheminé sur la Vendée pour y subir les transformations nécessaires.



Scène de rue à Buenos-Aires...

LE football occupe la première place parmi les sports de la société bretonne. La prochaine Coupe du Monde qui doit se dérouler en Argentine est par conséquent un événement très attendu par une majorité de nos compatriotes. Toutefois de nombreux militants progressistes et certaines organisations dont le Mouvement Football Progrès, contestent le choix de la Fédération Internationale. Ils font actuellement campagne pour que cette compétition se déroule ailleurs qu'en Argentine, car ils craignent qu'une publicité bien faite ne serve les intérêts de la Junte militaire.

Effectivement, c'est là le fond du problème. Empêcher que la Coupe du Monde ait lieu ailleurs que dans

un pays où il y a plus de 15 000 disparus et 10 000 emprisonnés, est certes un noble dessein. Malheureusement, c'est une utopie.

Aujourd'hui, le capitalisme utilise ce sport pour détourner l'attention et les préoccupations des masses populaires de leurs vrais problèmes. Notre point de vue est donc sans ambiguïté. Nous pensons qu'il faut profiter de la mobilisation de l'actualité pour informer l'opinion bretonne de la situation réelle en Argentine. Mais avant d'en donner une description, peut-être ne serait-il pas inutile de rappeler quelques données historiques.

La vie politique argentine a été marquée depuis trente ans par le

TÉMOIGNAGE :

Mouvement Péroniste. Péron aura su donner aux masses l'illusion qu'il était leur seul défenseur. Et malgré sa mort survenue le 1^{er} juillet 1974, le justicialisme, créé par lui, demeure encore de nos jours le principal mouvement politique argentin.

Mais ses divisions internes et une crise économique survenue sous la présidence de Maria Estela Martinez de Péron, ont provoqué le 24 mars 1976 le « golpe de estado » du général Videla.

BUENOS-AIRES SOUS LE REGNE DE LA JUNTE

Au premier abord, l'Européen qui débarque à Buenos-Aires trouvera la situation paisible. Peut-être se sentira-t-il écrasé par cette impression d'énormité qui est le propre de l'Amérique.

Dans cette ville de 8,5 millions d'habitants, concentration gigantesque de blocs de pierre découpés en Quadras posés sur la rive droite du Rio de la Plata, aux avenues de 10 kilomètres de long, on recherche en vain un centre.

La Plaza de Mayo demeure cependant le cœur de la cité. C'est d'ici qu'est parti le mouvement pour l'indépendance. Située aux abords de la Casa Rosadz — siège du gouvernement — elle a acquis de nos jours une nouvelle signification. Ce lieu est devenu le dernier espoir des « folles de la place de Mai », surnom donné par les autorités militaires aux familles et proches des disparus, qui espèrent ici glaner quelques renseignements.

Mais les touristes qui se rendront en juin prochain à Buenos-Aires auront sans doute d'autres préoccupations. Selon l'avis du général Mergo, chargé de l'organisation de la Coupe « ils pourront être des propagandistes d'une vision différente de celle qui a été créée dans le monde ». Ils auront donc toutes les faveurs de la Junte, et nous sommes prêts à parier que l'on va assister à un déferlement vers les centres d'intérêt de la cité.

Vers la Boca d'où est parti le Tango avant qu'il n'atteigne les salons parisiens. Vers la Rua Florida avec ses innombrables galeries d'art où le touriste européen pourra admirer la beauté et l'élégance des femmes argentines.

Sigla/SIPA-Press

ARGENTINE 78 :

Mettre à profit l'événement

Domage qu'ils n'aillent pas se promener du côté des Villas Miserias où la coquetterie des jeunes gens contraste avec l'apparence misérable des habitations. Remarqueront-ils également les écriteaux aux abords de l'Aéroport International :

« Défense de traverser. On tire à vue ».

LA POLITIQUE DU PIRE

« L'armée menace de tirer sur les travailleurs en grève », ainsi titrait le Brazil Herald du 31 octobre 1977. En demandant une augmentation de 45 % sur un salaire de base de 120 dollars U.S. par mois (moins de 600,00 F par mois), les travailleurs du métro et des chemins de fer de Buenos-Aires ont lancé le premier grand défi à un régime vieux de 19 mois.



Une opération dite « anti-guérilla » en Argentine.

Et ce conflit n'est que le premier maillon d'une chaîne qui pourrait dans l'avenir causer pas mal de tracas à la Junte. Il démontre que les travailleurs sont prêts à surmonter les difficultés issues du nouveau régime : proscription de la grève et contrôle des principaux syndicats.

Quel est l'avenir d'une politique qui consiste à réduire le salaire réel des travailleurs de 40 %, à diminuer de 30 % leur part dans le revenu national et à allonger la durée du travail tandis que le coût de la vie augmente ?

Pour maintenir la pression, le gouvernement a recouru à une répression quotidienne. A titre d'exemple, nous vous donnons ici un extrait d'article paru dans le Buenos-Aires Herald du 22 novembre 1977 : « 84 personnes, dont l'ancien député radical Carlos Bacerra, ont été arrêtées hier à Cordoba et conduites dans cinq camions de l'armée au bureau

de la police locale. Ils passeront en jugement aujourd'hui. Aucun communiqué officiel sur cette arrestation n'a été publié ».

Les contrôles d'identité et les interpellations font partie de la vie de tous les jours, sans compter les multiples appels et les encouragements à la délation. Mais le tableau n'est pas fini : chaque jour qui passe pourrait apporter des éléments nouveaux à notre dossier. Inutile d'en rajouter, dès maintenant nous nous devons d'agir. Un appui, même s'il n'est que moral, doit être apporté au Peuple Argentin en lutte contre ce régime fasciste.

Tous ceux qui se sentent solidaires du Peuple Argentin se doivent de prendre des initiatives telles que :

— Diffusion et organisation de

Peuples opprimés

IRLANDE

Six ans après le dimanche sanglant de Derry, l'Irlande du Nord connaît toujours la violence aveugle et sectaire avec son cortège de ruines et de destructions. D'un côté l'impérialisme britannique et son armée coloniale, de l'autre deux communautés irlandaises, utilisées, exploitées, divisées à un point que la haine a totalement effacé cette solidarité de classe qui, seule, peut assurer l'établissement de la démocratie puis la construction du socialisme en Irlande.



Belfast, une guerre qui s'éternise.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Roger WAHNAPO, Maire de l'Île de Lifou (Îles de la Loyauté en Nouvelle-Calédonie) a été suspendu pendant 3 mois de ses fonctions de maire par le gouvernement colonialiste français, pour avoir déclaré à l'occasion du 11 Novembre dernier :

« Novembre 1918 ! la fin d'une guerre. La fin de l'un des plus extraordinaires exemples de boucherie que le monde ait jamais vu... Durant la première guerre mondiale, les Kanaks de Lifou, des Îles de la Loyauté, de la Nouvelle-Calédonie ont été soi-disant enrôlés pour servir la « Patrie ». Nos pères et nos frères ont été massacrés dans les tranchées au nom de la France, cette même France qui à travers son armée coloniale n'hésite pas à massacrer d'autres Kanaks dans leur propre pays, parce qu'ils réclament simplement leur droit élémentaire à vivre libres. En ce moment la campagne chauviniste pour les intérêts « nationaux » bat son plein : en France comme dans les autres colonies... Peuple de l'Île de Lifou, c'est maintenant le moment de rejeter l'aveuglement de cette soi-disant « patrie » française qui nous empêche de voir et nous fait hésiter devant le moindre obstacle. »

réunions d'information sur l'arrestation et l'emprisonnement de détenus.

— Envoi de télégrammes et de pétitions à l'Ambassade d'Argentine pour réclamer le rétablissement des libertés.

Mais pour conclure, et afin de rassurer ceux qui nous reprocheraient notre non-engagement dans la Campagne Anti-Argentine 78, nous aimerions faire part d'une réflexion qui nous a été faite récemment par un travailleur du Retiro à Buenos-Aires et qui justifie notre position : (1)

« Vous savez, c'est terrible de vivre ici ». Observant une pause, il ajouta : « A votre avis, qui va remporter la Coupe ? ».

Mikael Remond.

(1) Des membres de l'U.D.B., dont plusieurs appartiennent au Bureau politique et au Comité directeur sont signataires, à titre personnel, de l'appel du C.D.B.A.

Après un article controversé :

UNE CRITIQUE DES OEUVRES BRETONNES EST-ELLE POSSIBLE ?

Dans notre numéro de novembre dernier, nous lançons un appel à nos lecteurs pour qu'ils nous donnent leur sentiment sur la place et le rôle que devait tenir la critique artistique dans nos colonnes.

Plusieurs de nos correspondants n'ont pas compris qu'à partir de la petite polémique critique sur le dernier disque de Stivell, nous voulions poser le problème plus général de la critique dans le P.B. Mais nous remercions tous ceux qui nous ont écrit, qu'ils soient ou non cités plus bas, qu'ils aient salué à nouveau le disque de Stivell avec chaleur ou qu'ils aient rejoint les sérieuses réserves de Le Fèvre.

Essayons de présenter les principaux avis. Tout d'abord, Madame T., de Brest, se prononce pour une « critique constructive permettant le dialogue, au lieu d'affirmations ne laissant aucune place à la discussion. Pas de liberté à sens unique, en aucun cas !... Et même, en mettant les choses au pire, ne vaudrait-il pas mieux voir le P.B. devenir terne — mais inoffensif — plutôt qu'inutilement et injustement méchant ? »

De son côté, Alan R., d'Alençon, estime nécessaire la critique car, dit-il : « elle est l'énergie qui va permettre une évolution des positions de chacun. Qui n'accepte pas la critique est un dictateur ! » Notre lecteur admet donc que sur une œuvre donnée, des camarades ne soient pas d'accord et que tous s'expriment... s'il y a de la place : « Ni les uns, ni les autres n'ont le droit de réclamer que l'une des critiques ne passe pas dans le journal ». Et Alan R. suggère qu'en cas d'avis nettement divergents à l'intérieur de l'équipe-presse du P.B. celui-ci « puisse donner en quelques lignes l'avis de différentes personnes ». En même temps il souhaite une extension du volume consacré à la critique des nouveautés : « il faudrait donc présenter un maximum d'ouvrages ».

C'est aussi le souhait de Thierry, de Versailles, qui estime qu'« à partir du moment où une œuvre est créée et sort justement du moule hexagonal que l'on voudrait nous imposer, elle est déjà intéressante. C'est à ce moment-là qu'apparaît l'intérêt de la critique : cette création apporte-t-elle quelque chose au peuple breton ? Est-elle simplement agréable sans permettre de progresser ? » D'accord sur la pluralité des opinions, il considère qu'« il ne serait pas honnête de choisir seulement les critiques positives qui feraient croire aux lecteurs que tout ce qui se fait en Bretagne est intéressant ».

Mais, conscient que ces exigences sont peu compatibles avec le manque de place dans le journal, Thierry admet bien volontiers que l'équipe-presse ait tendance à « promouvoir des œuvres qui font avancer la conscience politique du peuple breton ».

Alain, de Constantine, estime de même que le rôle d'une rubrique artistique est « d'élever la conscience des travailleurs en les soustrayant aux « rêves planants et biens cons », dont parle Servat. Selon lui, il faut que la critique « analyse de manière sûre le caractère de classe de l'œuvre en question... Partant de là, le P.B. se doit de critiquer les erreurs « innocentes » des artistes s'affirmant au service de la cause bretonne... Est-ce à un journal breton d'attaquer ? A qui d'autres ? »

Et notre lecteur de conclure nettement : « Il faut... dénoncer ouvertement et nettement les œuvres à contenu bourgeois et promouvoir de manière nuancée, selon les erreurs qu'elles contiennent, les œuvres à contenu populaire... »

Pour conclure ce tour des opinions émises, laissons la parole à Jakez, de Brest :

« Tout critique sait qu'il y a trois manières de traiter une œuvre : la louange, l'éreintage et le silence. La pire est le silence et les créateurs le

redoutent infiniment plus qu'un « bon » éreintage.

Mais au P.B., il y a deux sortes de silence : le silence-enterrement, pour qui le mérite, et le silence-faute-de-place pour qui ne le mérite souvent pas. Il n'y a pour le moment pas de remède : reste à employer au mieux les quelques pages dont nous disposons. La louange jusqu'ici y fut toujours sincère, mais pour qu'elle reste crédible, il faut que la possibilité d'éreintage, même partiel, reste ouverte. C'est une question de respect de nos lecteurs et c'est aussi une question de respect de nous-mêmes — en tant que peuple — et de notre culture. Il n'est pas question, par exemple, de laisser les agrégés parisiens du « Monde » ricaner des erreurs de tel bouquin d'histoire bretonne. A nous, Bretons, de juger et de dire.

C'est enfin, si paradoxal que cela puisse paraître, une question de respect des créateurs. Nul n'est infailible, et plus un artiste nous a habitués à une production de qualité, plus la critique a le devoir d'être exigeante à son égard. Si la culture bretonne est adulte, il lui faut une critique adulte. Et ceci donne peut-être la mesure de cela ».

L'HISTOIRE D'IFFIG

C'est un gars du pays gallo qui est affligé depuis sa naissance d'un nez horrible : une vraie patate...

Il va se faire opérer dans une clinique bretonne de chirurgie esthétique, à Redon.

Et tout se passe bien. Le gars est content de son nouveau nez et sa femme aussi qui, néanmoins, quelque temps après lui dit :

— C'est curieux et cela m'inquiète : chaque fois que je lave tes mouchoirs, je trouve du duvet dedans...

— Forcément, répond le gars, avec mon nez d'Redon !

CHARTRE CULTURELLE:

les hauts-bretons encore moins satisfaits!

La Charte culturelle de Bretagne a été votée par la majorité réactionnaire de l'Assemblée régionale au cours de sa première session de 1978, les conseillers communistes et socialistes ayant rejoint notre camarade Leprohon dans son premier vote négatif de l'hiver dernier. Après l'adoption de ce texte, Giscard est apparu sur les ondes de FR3-Bretagne qui s'était spécialement dérangée à Paris pour enregistrer le grand homme... L'U.D.B. a, le jour même, dénoncé le caractère éminemment électoraliste de la manœuvre.

La déception des authentiques défenseurs de la langue bretonne est grande en effet : la création d'une licence d'enseignement du breton que nous avions notée comme une mesure positive a disparu... de même que toutes références aux écoles maternelles en breton de « Diwan ». C'est-à-dire les deux seules mesures susceptibles d'améliorer la situation de la langue bretonne.

Mais le gallo (ou britto-roman) n'est pas mieux traité et l'association des « Amis du parler gallo » a récemment dit sa déception.

Le préambule de la charte marque son attachement (sic) à une « exigence première : assurer à la langue bretonne, au parler gallo et à leurs cultures spécifiques, les moyens nécessaires à leur développement ». En ce qui concerne le parler gallo, une contradiction évidente apparaît d'emblée entre l'« exigence première » et sa non-concrétisation dans la suite du texte. Dans cette charte, aucun moyen n'est réellement attribué pour l'épanouissement du patrimoine culturel de Haute-Bretagne : pas un seul mot sur la création d'une chaire de dialectologie gallo à l'Université de Rennes !

Il y a déséquilibre certain entre l'importance accordée dans le texte à la langue bretonne et celle infiniment moindre consacrée aux autres éléments de la culture de Bretagne : « *histoire, géographie, économie, éducation littéraire et artistique* ». Or, c'est là justement que réside actuellement le grand fonds propre à tous les Bretons. Puisqu'il n'y a pas unité linguistique en Bretagne, insistons sur tous les éléments culturels qui nous sont communs et qui renforceront l'unité culturelle de notre Bretagne.

Au retour de Paris, la charte ne fait plus mention, comme les projets initiaux, de la diffusion de la culture haut-bretonne à la radio et à la télévision...

Telle qu'elle est, la charte culturelle renie une très importante partie humaine et culturelle de la Bretagne.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces *gratuites*. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• Cherche un prof. de breton pr donner cours du soir dans un centre social. Ecrire : Mlle Penhoat, Centre social de Penn-ar-Creac'h, Rue du Professeur-Chrétien, 29200 Brest.

• Vends 2 enceintes Videoton - 25W - 250 F. (prix neuf : 500 F.). Facture à l'appui. Ecrire : J.L. Lahuec, 11, rue des Hauts-Moulins, 44800 Saint-Herblain.

• Pour entendre le breton parlé dans les « Kroec'haou », pour vous créer une magnétothèque personnelle des chants, des contes et de la musique du Pays Plin, abonnez-vous au « Journal parlé du SIVOM Toull-goulig/Koad-Malouen ». Ecrire à : Mairie de Lanrivain, 22480 Saint-Nicolas.

• « Skingomz & Skinwell » peut vous procurer des affichettes de lutte contre le tabac et l'alcool, rédigées en breton. Ecrire : A. Omnès, « An Askol », 22820 Plougrescant.

• Cherche pour fin mai, personnes capables d'animer un fest-nos. Tarifs pas trop élevés. Ecrire : L. Jacq, 30, rue de Kerfautras, 29200 Brest, avant fin avril.

• Vendrais accordéon diatonique - 1 an - Etat neuf. Prix : 450 F. Ecrire : J.Y. Le Damany, Le Roudour-Servel, 22300 Lannion.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont *gratuites* pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

— Jeune couple, ch. travail en région 44 ou 56 en milieu commercial ou para-agricole, à partir février 78. Ecrire à Denis Riou, Le Cormier, Route de Severac, 44160 Ponchateau.

OBER GANT AR BREZHONEG

Apprentissage des structures
du breton, basé sur une
programmation nouvelle

Abonnements 4 nos : 35 F
J. CORBEL - L'Edeir (A) - Font
de l'Ange - 83400 HYÈRES

CUISINES

Le N°1
de la Cuisine!

CENTRE COMMERCIAL DE KEROPERT

56300. PONTIVY
TEL: (97) 25-10-30.

LANNAY

Le seul Etablissement sélectionné
et agréé dans le Morbihan au



GROUPEMENT DES INSTALLATEURS SPÉCIALISTES
DE CUISINES ET APPAREILS MÉNAGERS

S.C.O.P. C.O.D.A.

CHAUFFAGE-ÉLECTRICITÉ
PLOMBERIE - SANITAIRE
Ventilation Locaux Agricoles

Concessionnaire :
WESTFALIA-SEPARATOR

Petite-Ile - 29212 BOURG-BLANC
Tél. 84.57.30

Après une tournée bretonne, UNE CONVERSATION AVEC...

Tu n'es pas spécialement connu comme chanteur militant breton, et pourtant tu fais une tournée avec l'U.D.B. Qu'est-ce que cela signifie pour toi ?

Maxime Le Forestier :

Ce qu'on essaie de faire, pas seulement en Bretagne, mais dans toute la France, c'est de renouveler un peu, de ne pas travailler avec les producteurs habituels de spectacle. Donc quelquefois c'est des mouvements politiques, quelquefois des syndicats ou des maisons de jeunes. Si on ne recherche pas un circuit différent, bientôt en France on se retrouvera en situation de monopole pour les tournées.

Le Peuple Breton/JLF



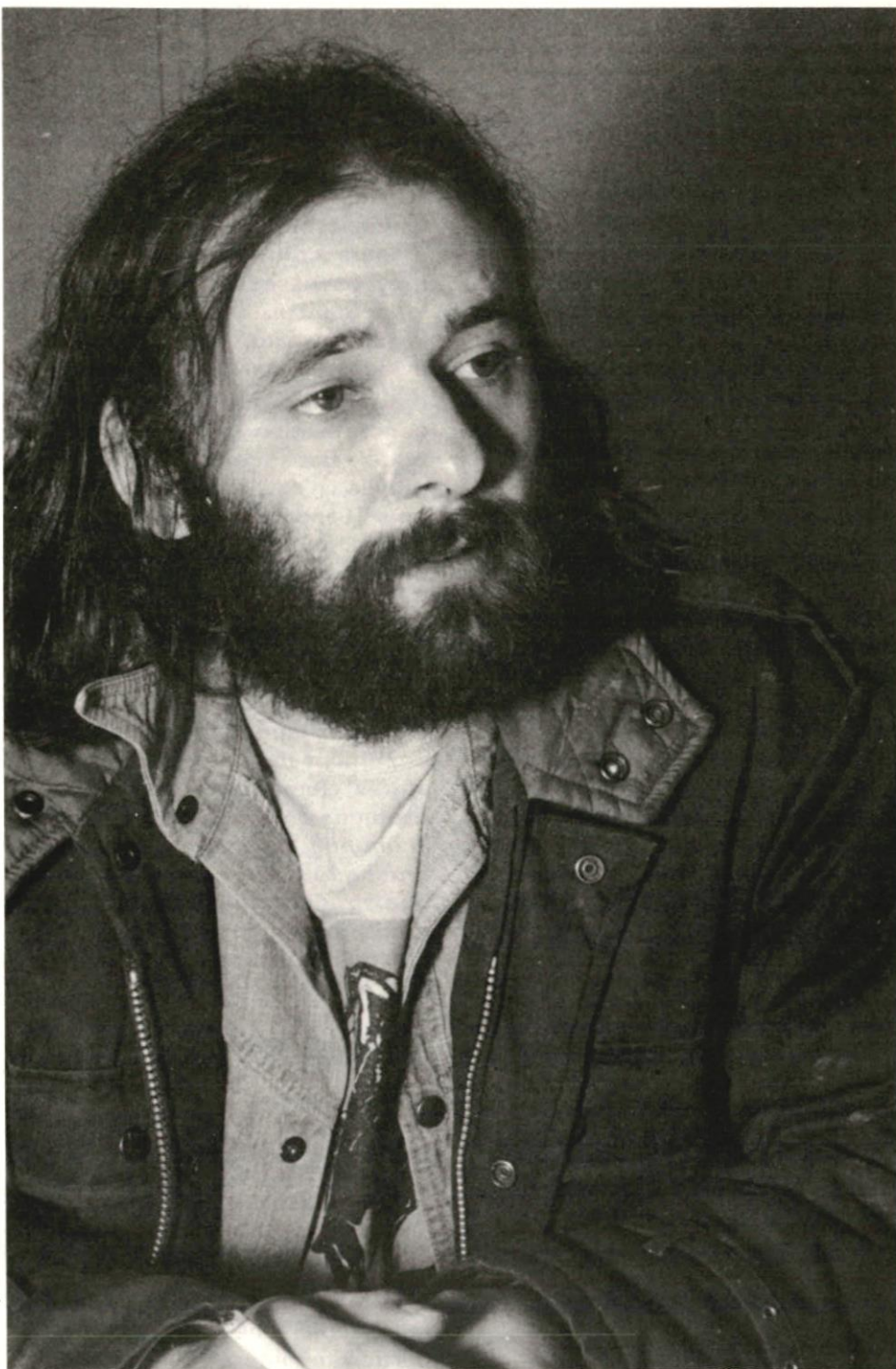
En situation de monopole ?

Oui. Organiser une tournée, c'est très compliqué, il y a le choix des salles, le kilométrage entre les villes, etc., etc., il y a très peu de gens qui se sont occupés de ça sérieusement depuis trente ans, et il y en a deux ou trois maintenant qui sont capables d'assurer l'organisation d'une tournée. Ce n'est pas assez. Et il y a aussi une question idéologique. Puisque en principe un producteur de spectacles est fait pour faire des bénéfices, autant que cela aille à des organisations qui militent pour des idées qui convergent avec les miennes. Si elles sont capables d'en assurer le travail.

Le Peuple Breton/JLF



Le Peuple Breton/JLF



Maxime LE FORESTIER

Quelles sont justement les convergences entre tes idées et celles de l'UDB ?

L'U.D.B. se réclame du socialisme et de la gauche en général. J'ai par rapport à la gauche une position indéfendable. D'un côté, je sais que c'est moins pire que les autres, d'un autre, je n'ai jamais pu adhérer à aucun parti national existant parce qu'aucun n'a encore parlé de la non-violence ni de désarmement et que dans la politique c'est la seule chose qui m'intéresse. Je sais

que l'U.D.B. en a parlé, donc c'est une raison de plus pour travailler avec vous. Mais enfin, bien que n'appartenant à aucun parti, je me suis toujours abstenu de refuser mon concours à un parti de gauche quel qu'il soit.

Et les propositions récentes de certains sur la force de frappe ne te gênent pas un peu pour travailler avec eux ?

Bien sûr que si, mais comme je suis d'accord avec eux sur d'autres points... Je te dis, c'est une position épouvantable à défendre. En fait c'est sentimental, c'est plutôt parce que je suis sûr que la droite est nocive que je me bats pour la gauche tout en sachant qu'après il faudra lutter contre pour obtenir d'autres choses. Ça ne me gêne pas, ça me déchire : quand tu y as cru pendant un bout de temps. « Ils ne sont pas contre

l'armée, mais au moins ils sont contre le nucléaire ». Maintenant ils deviennent pour. C'est peut-être une vague passagère, pour des raisons électoralistes. Mais je pense aussi que tous les militants ne sont pas pour la Force de frappe.

Et l'aspect autonomiste de l'U.D.B. ne te gêne pas pour travailler avec nous ?

Non, vous êtes chez vous. Moi j'ai vis à vis des nations en général un regard un peu particulier : je n'en ai pas. Je voyage, je suis trop habitué à essayer de me sentir chez moi partout. Là aussi c'est une question sentimentale. Autonome, finalement, chaque personne devrait pouvoir l'être. Alors, pourquoi pas une région ?

Tu te considères donc avant tout comme citoyen du monde. Est-ce que ce n'est pas contradictoire avec l'autonomie ? Il y a des gens qui disent : « vouloir défendre la Bretagne, à l'heure où les frontières s'élargissent, etc... »

Fais-moi une définition de l'autonomie d'abord

Ça consiste avant tout à ce que les gens prennent en main leurs propres affaires.

Voilà. C'est vrai qu'un pouvoir centralisateur c'est le début d'un fascisme. De toute façon et quel qu'en soit le régime. Le pouvoir centralisateur de Moscou par rapport aux autres républiques socialistes, c'est une sorte de fascisme. Les faisceaux, ça vient de là « fascisme ». Et même l'autonomie d'une région, c'est insuffisant. Encore trop grand.

Tu verrais quoi, alors ?

Je ne sais pas. L'idéal c'est l'autonomie au niveau de l'individu. On lui raconte que ce n'est pas possible, à l'individu, qu'il faut qu'il se groupe pour être gouverné. Ce qui m'intéresse dans le mouvement autonomiste c'est le problème de gouvernement. Moins le nombre de gens gouvernés est grand, moins le pouvoir du gouvernement est grand, et plus on a des chances d'atteindre la liberté individuelle. Mais je fais peut-être des analyses contraires aux vôtres.



Le Peuple Breton/JLF

Peut-être pas tellement au fond. Mais certains vont le penser. On nous reproche parfois d'être centralistes au niveau de la Bretagne. Il y en a même qui disent staliniens.

Les mots sont un peu cocus en ce moment. Ils perdent leur sens. Je me suis fais accuser moi-même de tellement de choses. Centralisateurs ? Je ne vous connais pas assez pour porter un jugement, et puis quand bien même, du moment que vous faites quelque chose, c'est déjà formidable. Et puis, les jugements... Quand j'ai entendu Colette Magny se faire traiter de fasciste je me suis dit qu'il y avait des gens qui n'allaient pas bien dans leur tête. Ferré fasciste aussi, j'ai entendu. Je trouve qu'on perd un temps fou à se battre contre ses amis depuis quelque temps. Les accusations qu'on porte contre les autres, ça ne m'intéresse plus.

Propos recueillis par J. Le Fèvre



Le Peuple Breton/JLF

D'AUTRES LE DISENT

Le Monde

(9 Février 1978)

Prendre en charge les cultures régionales

Le régionalisme fait peur : le document du S.N.J. appuie enfin cette affirmation sur deux analyses intéressantes et approfondies des conditions de travail des journalistes dans les stations de Corse et de Bretagne, avant de plaider, en conclusion, « pour une véritable décentralisation ».

» Approfondir l'information, ouvrir l'antenne à tous les courants de pensée existant en région, enquêter sur les problèmes de vie et de travail des citoyens vivant en province. traiter la « matière

informative » en toute indépendance, sans s'attirer les foudres de tel préfet ou de tel notable, sortir définitivement des chemins de l'insignifiance, tout cela ne peut être accompli qu'à une condition essentielle : que l'Etat ait, au plus haut niveau, la volonté politique de réformer et même de transformer en profondeur le système actuel de la radio-télévision nationale et régionale.

» Force est de constater qu'une telle volonté, en cette période préélectorale, existe moins que jamais. »

(1) Bureaux régionaux d'information.



Le Peuple Breton

FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée de votre annonce dans le numéro qui suit.

- Le 4 février
à PLOUDALMÉZEAU, salle du SIVOM, avec Bleizi-Ruz, organisé par la fédération UDB du Nord-Finistère.
- Le 11 mars
à MAËL-CARHAIX
Fest-nos au « Kreis-Breizh », avec Kastell et Le Gorju, Hétet et Le Goff, les frères Jaffré, Christine et Suzanne, J.F. Hubert et son compère, organisé par la F.A.L.S.A.B.
- Le 19 mars
à SAINT-VINCENT-SUR-OUST
Bal breton à Ti-Kendalc'h à 15 heures, organisé par Ti-Kendalc'h.
- Le 25 mars
à LANGONNET
Fest-nos au Foyer culturel, organisé au profit d'« Evit ar Brezhoneg ».
- Le 26 mars
à LOUDÉAC
Fest-nos au foyer municipal, avec les « Diaouled ar Menes », la Mirlilantouille, les chanteurs de Loudéac, et Youenn Gwernig, organisé par la section de Loudéac de Radio-Télé-Brezhoneg.

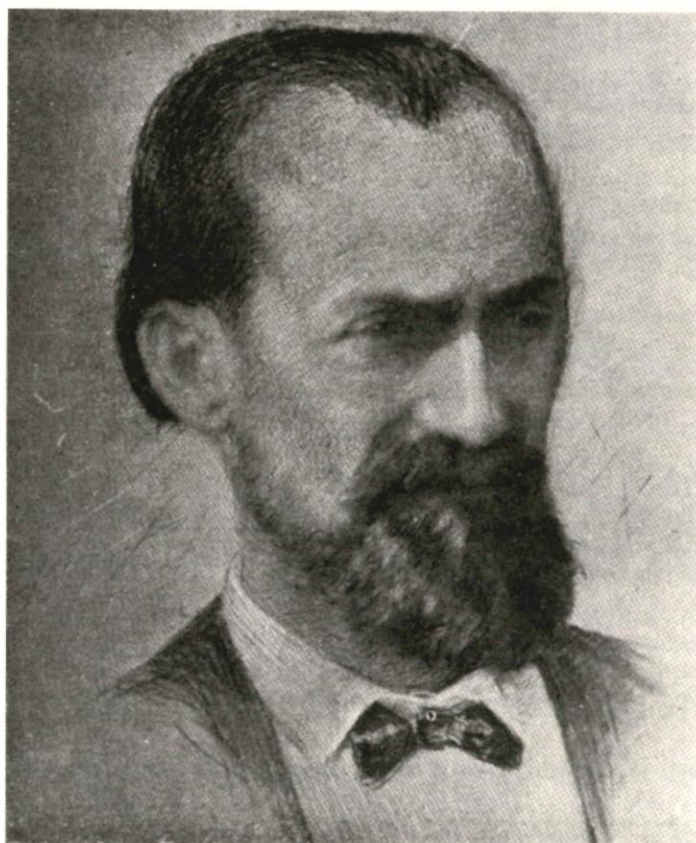
EXCLUSION

J.R. Favé, de Landerneau, a été exclu de l'UDB par le comité directeur le 19-02-78 pour utilisation du parti à des fins commerciales personnelles.

EN BRETON DANS LE TEXTE

Par Yann-Ber PIRIOU

kammdro an ankou



Loeiz Herriou

Jusqu'à présent il y avait Yann-Ber Kalloc'h avec **Ar en deulin** et cette **Prière de la sentinelle** qui dut une partie de sa renommée aux Associations d'Anciens Combattants, il y avait aussi **Dremm an Ankou** d'Abeozen qui est déjà plus difficilement récupérable. 23 ans après la mort de son père Meriadeg Henrio a fait paraître le remarquable journal de guerre de Loeiz Herriou, intitulé **Kammdro an Ankou**. C'est un ouvrage de trois-cent-cinquante pages qui constitue un témoignage de première main sur la vie au jour le jour d'un poilu morbihannais pendant la première guerre mondiale. Quatre ans et demi sous les drapeaux ! Quatre ans et demi de guerre sans une seule permission. Le froid, la pluie, la boue, les poux, la puanteur des cadavres pourrissant, l'incompétence, la bêtise criminelle.

« On fait tuer des hommes pour gagner la croix à celui-ci, un galon à celui-là. Certains officiers lancent leurs troupes à l'assaut, sans plan de bataille, sans même avoir pris la peine de s'entendre avec l'artillerie ; et nos soldats, souvent, sont tués par nos propres canons ».

Dans un pareil déchainement de folie collective, de quel poids peut bien être la révolte individuelle, et le bon sens courageux de quelques combattants épuisés et écœurés ?

« ...Dimanche, dans nos tranchées, les Allemands ont jeté une pierre avec un message :

— Camarades Français, si vous voulez, nous ferons trêve aujourd'hui. Nous monterons sans armes sur la tranchée, ne tirez pas ! Les Français ont accepté et jusqu'à onze heures et demie du soir, la paix a régné dans ce secteur. La paix et la discussion entre ceux à qui on avait dit de s'entretenir ».

Si beaucoup se demandent avec angoisse ce qu'ils sont venus faire là, il en est dont la détresse est peut-être plus grande encore :

« Le GRG nous a envoyé une note secrète destinée aux officiers et aux sous-officiers. Il y est recommandé de ne pas inviter d'officiers ou de sous-officiers noirs à sa table, quand les Français sont dans le même secteur que les Américains. Il est également interdit de leur serrer la main dans la rue ! Tout ça pour faire plaisir aux Yankees qui se refusent à considérer les noirs comme des hommes !... »

...Des soldats sont arrivés pour l'opération de ce soir. Ce sont des noirs. Les rues en sont pleines quand descend le crépuscule. Ils montent vers les lignes par petits groupes. On les entend dans la nuit qui crient à tue-tête, trois fois, avant d'aller vers les Allemands...

...Ce matin, les rescapés sont redescendus. Ils n'encombrent plus les rues. On les voit assis sur le seuil des portes, brisés, de l'épouvante plein les yeux, blessés aux jambes, à la tête, aux bras. Pauvres gens ! Voilà ce qu'ils ont gagné à devenir « civilisés ».

Où qu'on porte les yeux ce ne sont que :

« pantalons rouges étendus par terre. On dirait des rangées de coquelicots éparpillés sur l'herbe. Les malheureux ont été tués quand ils attaquaient les Allemands cachés dans les petits bois. C'est affreux à voir ! Près de nous on voit des crânes ouverts, des jambes, des bras arrachés, des vêtements déchirés, des chevaux éventrés, gonflés... »

Certains se révoltent ouvertement et mettent « crosses en l'air ».

TOUS LES LIVRES

Rayon spécialisé : « Bretagne »

LIBRAIRIE GUEUGNON - Rue du Port - LORIENT



Loeiz Herriaou avec sa femme
et sa fille

« ...Le bruit court que certains régiments, une centaine paraît-il, auraient tourné le dos à l'ennemi, quelque part entre Soissons et Reims. Certains auraient même cherché à marcher sur Paris pour châtier le gouvernement ! Il est évident qu'on en a assez d'aller à la tuerie pour rien ! »

D'autres se suicident comme ce fantassin de Brandérion qui s'est tiré une balle dans la tête ou cet autre de Langoelan qu'on a retrouvé pendu à un sapin. D'autres encore se mettent à boire comme ce soldat de Camors qui a tiré sur un officier qui le persécutait. Jugé à dix heures du soir il a été fusillé à une heure du matin.

L'alcoolisme de ses compatriotes, encouragés par l'autorité militaire, désole Loeiz Herrieu.

« ...Je reste pour m'occuper des ivrognes. Ils sont à une demi-douzaine. Certes ce ne sont pas les meilleurs de mes soldats, mais ils sont Bretons. C'est suffisant pour que j'aie honte et mal... »

Comment dès lors ne pas s'interroger avec angoisse sur l'avenir.

« ...Qu'advient-il de notre patrie après tout ce bouleversement ? Plus que toute autre on l'a saignée. Plus que l'on ne l'avait jamais fait auparavant, on l'a débrettonnée... »

Il nourrit peu d'illusions sur l'issue de tout ce carnage :

« Cet après-midi, on dit que des plénipotentiaires allemands se sont rendus en France pour demander la paix... En Europe Centrale les pays opprimés s'agitent et tentent de briser leurs liens. Certains d'entre eux obtiendront peut-être quelque liberté. Qui sait ?

Il ne restera sans doute que la pauvre Irlande et notre patrie aux-

quelles on ne donnera encore rien. Et pourtant, que de Bretons sont tombés cette fois-ci encore pour la France et pour la « libération des peuples opprimés » !! ... »

Oui, **Kammdro an Ankou** est une œuvre que nous pouvons mettre sans rougir après de ces grands livres que sont **A l'Ouest rien de nouveau** de Remarque, **Les Croix de bois** de Roland Dorgelès et surtout **Le Feu** de Henri Barbusse. Et qui oserait prétendre que toutes ces pages n'intéressent plus que les historiens, alors que la violence est aujourd'hui partout et que la moins odieuse n'est assurément pas celle de ces marchands de canons, s'enrichissant du malheur des hommes et que, par une désolante perversion du langage, on appelle les quatre « Grands ». Décidément, Jean Guéhenno avait raison lorsqu'il écrivait en 1968 :

« Un homme dans tout le vif honneur de sa jeunesse, à qui publiquement, sous les yeux de tous les autres, l'on demande de mourir, ne le refusera jamais. Le plus grand crime qui soit est alors de le lui demander. Il aime mieux mourir pour rien que de paraître lâche. Rien n'a changé depuis cinquante ans : de jeunes victimes sont toujours prêtes. Il ne faudrait que quelques vieux bourreaux éloquents pour faire lever le nuage de sang qui aveugle tout le monde ».

Et il ajoutait :

« Nous ne sommes pas sortis de ces misères. La même violence sourde et secrète empoisonne toute la terre. La « paix armée » est devenue la « coexistence pacifique », mais c'est sous un autre nom la même hypocrisie. Des guerres locales éclatent ici ou là, comme des éruptions de fièvre, qui manifestent le mal profond. Les deux Grands, comme on

les appelle, se battent par personnes interposées, gardant en réserve, chacun de son côté, le moyen du suicide universel... » (1)

Alors, devant cette angoisse qui grandit, qui monte vers nous de toutes parts comme une marée inexorable, des vers vieux de vingt-sept ans déjà s'imposent à l'esprit, lourds de menaces nouvelles, et l'on se surprend à murmurer avec Ronan Huon :

« J'ai peur, tu as peur, il a peur, ils ont peur. »

Ils ont tous peur.
Le verbe tout entier y passera
Car nous voici rendu au siècle de
l'épouvante » (2)

(1) in **La Mort des autres**. Grasset.

(2) in **Evidon va unan**. Al Liamm.

● KAMDRO EN ANKOU

en vente chez Meriadeg Henrio,
Presbytère de Kervignac, 56700
Hennebont. Prix : 50 F.

skol-vreizh

● SKOL VREIZH

niv. 51-52 avril-septembre 1977.
Prix 10 F. Ce numéro double de 54 pages contient une copieuse étude de Fañch Morvannou sur **Kammdro en Ankou** et Loeiz Herrieu. Ce travail qui est également une bonne introduction à l'étude du Vannetais dans ses rapports avec la langue littéraire commune, est illustré de nombreux bois gravés et de très bonnes photographies du « Barzh Labourer » et de sa famille.

Ecrire à : **Skol Vreizh**
Run Avel, 29210 PLOURIN-MORLAIX.

pobl-vreizh

A LIRE DANS LE POBL VREIZH DE FEVRIER

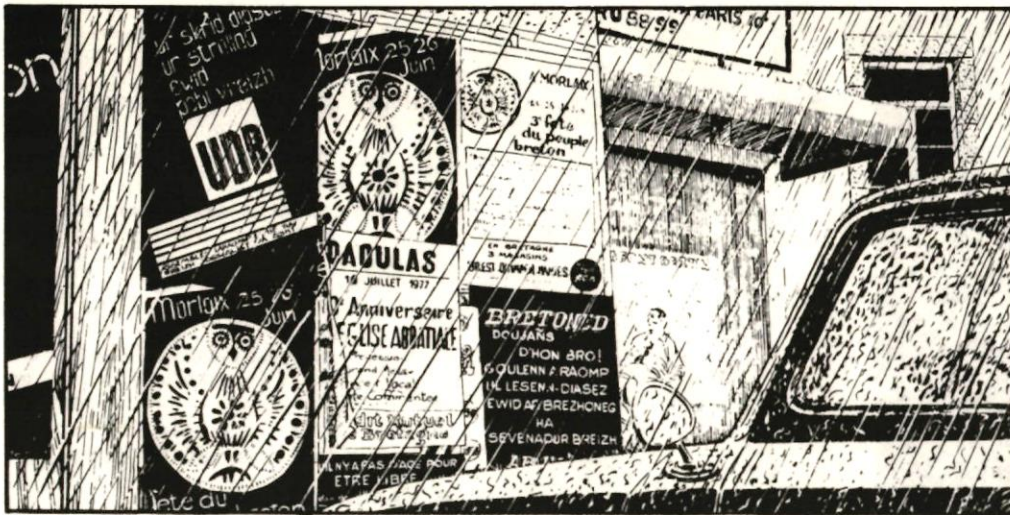
- Une vignette pour les vaches.
- Roc'h Al Lazh ou le Rocher des voleurs.
- Interdit de donner des noms en breton aux rues de Theix (56) !
- Les Bretons ne sont pas des anges !
- La Terre.
- Nantes, notre capitale.
- Campagne électorale en Bretagne centrale.
- Un loup sur FR3.

Participez à la lutte pour notre langue et notre culture en vous abonnant ou en abonnant vos amis, à :

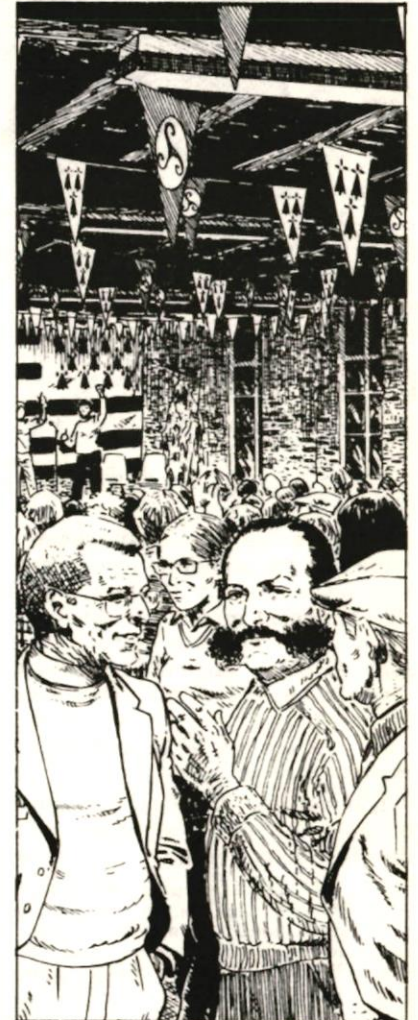
POBL VREIZH,
le seul magazine de gauche édité en breton tous les mois.

Abonnement ordinaire 30 F
Abonnement de soutien 50 F ou plus.

POBL VREIZH
Boîte Postale 304 - 29273 Brest cédex
C.C.P. 2746-79



Bran-Ruzh



l'Ankou



VERS UNE B.D. BRETONNE ?

On pourrait remonter jusqu'à Bécassine. La bande dessinée, depuis qu'elle existe, a eu des héros bretons. Mais ils n'incarnent plus les mêmes vertus. De la brave Annaïck Labourdez, montée à Paris depuis Clocherles-Bécasses, servante dévouée, brave et bête d'une bourgeoisie triomphante, colonisée au point de ne pas avoir besoin de bouche, aux modernes bandes dessinées bretonnantes, le chemin a été long et pas toujours linéaire. Au stéréotype ultra-méprisant de Bécassine en ont succédé de plus subtils : Bretons forts et loyaux style Vaillant, mettant « les « qualités de leur race » au service de la justice et la droiture de leurs yeux bleus à celui de la France éternelle.

Mais jusqu'ici la bande dessinée d'expression bretonne ou d'idéologie nationaliste en était restée au stade de la bonne volonté naïve ou sans moyens comme dans Ololé, ou moins naïve, mais toujours sans moyens

de Wanig ha Wenig. Bilz de Batz, rempli de bonnes intentions comme l'enfer en est pavé, abordait même, mais bien lourdement, le domaine politique. Le stade suivant fut la traduction bretonne de quelques albums d'Astérix le Gaulois ou de Lucky Luke ; le « Peuple breton » en a souligné les mérites.

Aujourd'hui, on assiste à des tentatives (et même à des réussites) plus originales et plus élaborées utilisant un double terrain : celui de la langue bretonne utilisée partiellement ou même en totalité et celui du militantisme breton — anti-nucléaire, anti-tourisme de luxe, ou simplement politique.

Les dossiers présentés sur cette page sont extraits de trois ouvrages récents et remarquables tant par leur ton que par la grande qualité du dessin.

L'Ankou, de Fournier promène les célèbres Spirou et Fantasio dans une contrée de « Berniliz » peuplée de gentils magiciens, d'un gentil servi-

teur de la mort, d'inoffensifs terroristes et de méchants neutrons...

Le Vaisseau de Pierre de Christin et Bilal est nettement plus inquiétant. Dans un village aux prises avec un promoteur, les habitants, s'ils font appel aux ancêtres, ne réagissent guère à la manière d'un Astérix ! Le fantastique est ici très réaliste : On suit la trace d'un « individu adhérent dès 1927 du parti autonomiste breton, puis pendant la guerre dans le Bezenn Perrot placé sous le haut-commandement allemand et enfin dans le Strolladar-Vro ! ».

Bran-Ruzh de Auclair a commencé sa carrière dans le numéro 1 de « (A suivre) ». Ici aussi les détails peuvent se faire extrêmement précis et, si les personnages parlent uniquement breton, c'est tout simplement nous disent les auteurs, parce qu'ils sont bretonnants !

Voilà qui n'admet pas de réplique !

J.G.

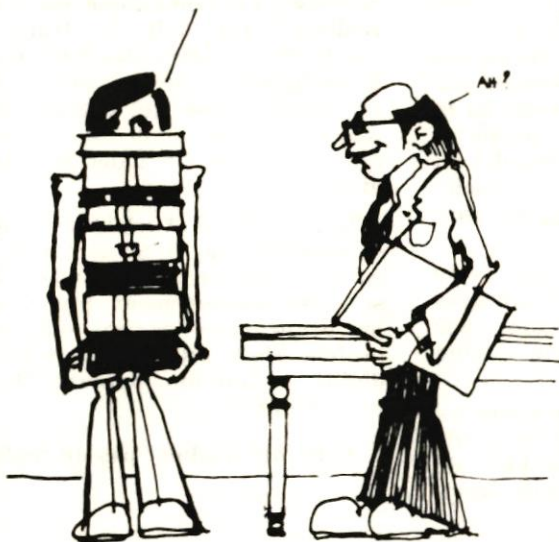
Le vaisseau de Pierre



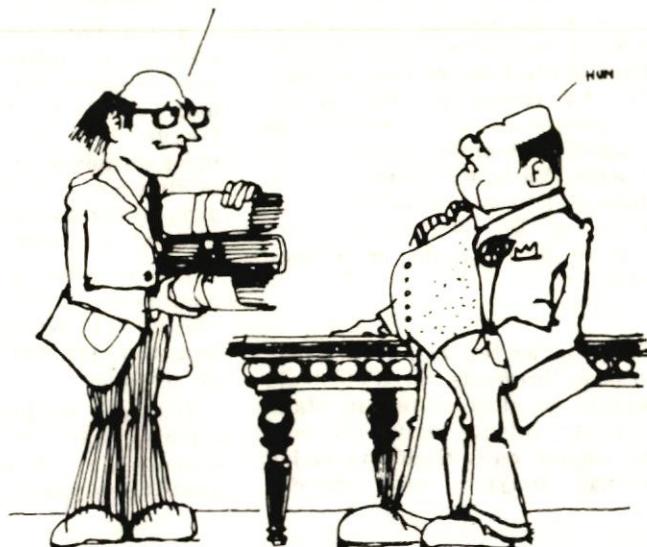
La caricature du mois

(De Mikafig, dans Breizh, Janvier 1978)

POURRAI-LE CONSEILLER, VOICI L'AVANT PROJET
DE CHARTRE MINIMALE, PROPOSÉ PAR LES ASSOCIATIONS
CULTURELLES BRETONNES POUR LA FRANCE
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ...



J'OSE ESPÉRER, MONSIEUR LE CONSEILLER,
QUE LE CONSEIL RÉGIONAL DONNERA UN
AVIS FAVORABLE À LE PROJET DE CHARTRE
CULTURELLE LÉGÈREMENT MODIFIÉ PAR LE
COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Monsieur Le Dufet, permettez-moi de
vous présenter respectueusement le dossier
du projet de charte culturelle bretonne,
adopté par le conseil régional ...



MON CHER, SOYEZ RAISONNABLE ! ...
COMMENT VOUSÉ VOUS QUE JE L'ENVOIE DANS
L'ENVELOPPE QUE JE VIENS DE PRENDRE POUR
PARIS ...

ELAGUEZ, JE VOUS PRIE, ELAGUEZ !!!



MIKAFIG 77



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Ecologie ou démagogie ?

Votre journal a une réputation de sérieux à laquelle j'adhère pleinement, aussi est-il d'autant plus regrettable de laisser se glisser à l'intérieur de certains articles des erreurs qui ne peuvent qu'entacher votre crédit.

Ainsi, dans votre dernier numéro, parlant des Papeteries de Bretagne, vous écrivez : « ...la seule entreprise française réutilisant de vieux papiers est fermée. » Sachez que la consommation de vieux papiers en France est d'environ un million deux cent mille t. par an et que les Papeteries de Bretagne n'en utilisaient que 8 à 9 000. Par contre, elles achetaient beaucoup de sacs kraft usagés, récupérables dans l'agro-alimentaire et dans toutes les régions d'élevage, représentant ainsi un précieux débouché pour les récupérateurs bretons. Dans ce même article, vous écrivez encore : « ...les rares papeteries de Bretagne : Merrigault à Carhaix et Bolloré à Quimperlé ». Nantes ne serait-elle plus en Bretagne ? Dans cette ville existe la plus importante papeterie de notre pays : Beghin.

Enfin, permettez-moi de vous donner une suggestion d'article (...). Vous n'êtes pas sans savoir le rôle et la place qu'ont tenue autrefois en Bretagne les « pilhaouer ». Il n'y a pas une ville où l'on en trouve encore un ou deux. On les a nommés chiffonniers, et maintenant récupérateurs. Mais alors que la propagande gouvernementale nous parle d'économies d'énergie et de recyclage, ces hommes ont de plus en plus de mal à exercer leur métier en raison de la baisse des cours des matières premières récupérées et de la raréfaction des débouchés. Comment d'ailleurs, quand on connaît cette profession, ne pas s'insurger contre les paradoxes et l'hypocrisie du gouvernement. Ainsi, « Monsieur Récupération » veut lancer une opération de ramassage des bottins téléphoniques, mais l'administration des P.T.T. les sort cette année sous couverture plastifiée, ce qui les rend quasiment impropres à la consommation papetière. N'est-ce pas de la démagogie lorsqu'on nous parle de récupérer les vieux papiers alors que les usines de désencrage sont inexistantes (ou presque) en France ? Démagogie encore quand on se refuse à interdire la fabrication de papiers mélaminés, paraffinés, plastifiés ou goudronnés qui ne sont pas biodégradables et que la papeterie ne peut plus utiliser.

Comment donc ne pas se demander si ce ne sont pas les préoccupations électorales plus que les aspirations écologi-

ques qui tourmentent ces messieurs.

Un pilhaouer en exil.

Ecologie et Bretagne

L'article de F. Kerrain du PB n°170, outre le manque de courtoisie qu'il témoigne à l'égard du candidat vert, semble vraiment ignorer (à dessein) les dimensions réelles du combat écologique. Il est pourtant élémentaire qu'à ce combat soient liées directement décentralisation du pouvoir et prise en charge par chacun de l'économie du pays à tous les niveaux : individuel (petites unités d'exploitation et de production) comme régionaux (décentralisation) ; cela implique donc le rejet de tous les projets démentiels de l'Etat centralisateur (force de frappe, nucléaire, grandes monocultures...) ainsi a fortiori que les « entreprises militaro-touristiques de l'Etat giscardien ». Mais oui !

Ramener le combat écologique à la « propreté des sources » ou à la jouissance du gazouillis des oiseaux », par volonté de dénigrement, c'est tromper le lecteur sur le contenu de ce combat. A quoi bon un mouvement breton si c'est pour reproduire fidèlement les tares du pouvoir central ? L'industrie à grande échelle semble devoir difficilement éviter un nouveau centralisme (chapeau à Rennes ou Nantes au lieu de Paris), un déséquilibre villes-campagne encore accru et un quotidien triste et uniforme pour tous les Bretons. Du travail en Bretagne ! Mais quel travail ? Faut-il pour rester au pays accepter les paris stupides, les mythes de la croissance indéfinie des productions industrielles et agricoles en espérant que les Bretons voudront toujours consommer et gaspiller plus (mais breton) ? N'est-ce pas ainsi que nous créerons ces déserts dont parle M. Kerrain, déserts définitifs ceux-là de sols épuisés par les machines et les engrais chimiques, de cerveaux assujettis à la massification (...). Je m'étonne que dans cet objectif de croissance industrielle, M. Kerrain ne se soit pas prononcé pour l'énergie nucléaire !

Devant l'ampleur des problèmes bretons, je pense qu'il faut éviter de rejeter aussi définitivement la réflexion d'une partie des Bretons, que cristallisent ceux de « Bretagne Ecologie » (...).

Merci au journal « Le Peuple Breton » d'être une tribune vivante et écoutée, ouverte à tous. Cette lettre est ma contribution à la réflexion commune qu'il suscite.

Je serais tout de même étonné d'être publié. Sans rancune.

Y. Chapalain, Brest.

Permettez-moi, cher lecteur de vous renvoyer un peu la balle. Si vous croyez voir dans l'article incriminé un manque de courtoisie à l'égard du candidat vert, avouez que vous ne ménagez pas les procès d'intention à l'égard de son auteur. Relisez ce papier avec sérénité : vous verrez que F. Kerrain n'accuse pas. A partir d'une interview publiée dans un quotidien, il livre ses impressions et fait part de ses inquiétudes ; ses mises en garde sont au conditionnel, et il vous assure de sa profonde sympathie pour votre cause. C'est que le mouvement « écologiste » ne manque pas d'ambiguïtés dans sa diversité : on y trouve à boire et à manger, du sérieux progressiste de l'utopie sincère, mais aussi de la récupération et de la réaction. Loin de tromper le lecteur, F. Kerrain met le doigt sur un point que les écologistes feront bien de veiller à ne pas escamoter : que la justesse de leurs craintes et de leurs thèses ne les dispense pas d'une analyse politique sérieuse. Attention au « Na ru na gwenn, ekolojist hebken ». Et cette remarque ne vous est pas spécialement destinée, pas plus qu'à « Bretagne-Ecologie », elle concerne, tout comme l'article de F.

Des autonomistes qui s'ignorent

Vivre et travailler au pays.

Combat pour l'autogestion.

Combat pour une démocratie véritable.

Combat pour les cultures minoritaires.

Les militants qui se battent sur ces thèmes doivent comprendre que cela fait partie d'un combat global : le combat autonomiste. Et ils se trouvent en contradiction avec eux-mêmes lorsqu'ils sont membres d'un parti ayant pignon sur rue à Paris. Les jeunes qui veulent vivre et travailler au pays sont des autonomistes qui s'ignorent ou qui n'osent s'affirmer. Le mot est encore tabou, alors on se dit régionaliste ; mais une fois le complexe dissipé, ce seront des milliers de jeunes Basques, Bretons, Corses, Occitans qui ensemble se prononceront pour l'autonomie respective de leur pays.

Luc Hervé, Paris.



Un cadeau

Dans votre numéro de janvier, j'ai pu lire avec joie votre très bonne attention pour nos compatriotes « sous les drapeaux » (...) Bénéficiant d'un sursis, je ne pourrai profiter de ce cadeau, car c'en est un, et je vous écris pour vous envoyer l'adresse d'un camarade breton et bretonnant qui fait actuellement son service militaire en Allemagne, et qui n'a peut-être pas eu le loisir ou la liberté de lire « Le Peuple Breton » de ce mois-ci(...)

E. Le Vot, Trébeurden

Dans les casernes encore...

Breton d'origine, je viens d'avoir un aperçu de la lutte de la Bretagne grâce à un ami de ma chambre abonné au « Peuple Breton ». Je vous remercie de cet effort d'abonnement gratuit pour les soldats, qui a été décisif pour moi (...)

X.

Mascarade

Je profite de mon changement d'adresse pour vous remercier de l'action menée par votre journal tout au long de l'année écoulée et d'être resté ainsi le seul journal de combat pour la reconnaissance de notre entité géographique et culturelle.

UNIONS C.R.M.

Centre Régional des Mariages

BRETAGNE

35000 RENNES

12, Quai Duguay-Trouin
Tél. : (99) 79-32-17

• Veuf, 48 a., directeur assur., 1,78 m., sport., 7 000 m., renc. D. agréable aimant voyages. Accepte enfants.

• Infirmière, 23 a., seule, jolie, souriante, simple, désire mariage.

• Directeur, 47 a., div. prof., 1,74 m., voit., maison, 7 000 m., dés. mar. D. sincère. Accepte enfants.

• Vétérinaire, cél., 32 a., Imp. revenus, T. B. phys., mil. aisé, franc, sensible, ép. J.-F. sérieuse, b. éducation.

• Nadia, cél., 32 a., médecin, 1,50 m., douce, jolie, dés. mariage H. sérieux.

• Veuve 42 a., S. P., ayant souffert, 1,53 m., affect., soignée, économe, renc. M. sérieux, stable.

Etant de Nantes, j'espère que 1978 verra la Loire-Atlantique reprendre sa place au sein de la Bretagne.

A propos de la lettre des trois étudiants de Quimper au sujet du breton, j'ai un fils en seconde au Lycée Clémentine de Nantes : à la rentrée, il y avait trois options au choix, dont le breton que mon fils a choisi ; nous sommes au second trimestre et nous ne voyons toujours rien venir, aucune réponse non plus de l'association de parents d'élèves. Alors, que signifie cette mascarade à la rentrée ? C'est bien la peine d'avoir été le lycée de notre regretté Morvan Lebesque ! Il est vrai qu'à Nantes « Comment peut-on être breton »...

A Nicolas, Nantes.

j'ai fini ma carrière. A ce stade, on était assez bien payé, tandis qu'à la voie, pour un travail de nuit pénible (22 h. à 6 h. du matin), nous gagnions 4 F de l'heure.

Les circonstances ont fait que je suis installé dans le Loiret (...) Après la guerre le pays étant peu fertile et les terres étant retournées en friche, beaucoup de Bretons sont venus prendre la relève. Avec engrais et machines agricoles, ils s'en sortent très bien (...) Dans ma commune, 10 % sont d'origine bretonne, aussi nous nous réunissons pour parler du pays. Breiz, o ma bro. J'ai toujours la nostalgie de ma Bretagne, et tous les ans je vais voir mon pays natal où j'ai beaucoup de famille.

F. Galerne, 45-St-Martin-d'Abbat.

Loin du pays

Ayant lu pour la première fois « Le Peuple Breton » diffusé par des jeunes au meeting de Georges Marchais à Orléans, cela m'a intéressé (...). Après mon service militaire, n'ayant pas de travail en Bretagne, j'ai quitté le pays en 1928, pour Paris comme beaucoup de Bretons. N'ayant ni métier ni relations, je suis entré chez Citroën comme O.S., à la chaîne où j'ai failli crever tellement les cadences étaient infernales. Ensuite, je suis entré au Métro comme poseur de voies. Il n'y avait là que des Bretons et quelques Auvergnats (...) J'ai pris des cours de conducteur, situation dans laquelle

Une réalité pesante

Voilà près d'un an que je lis régulièrement votre journal, et cela avec de plus en plus d'intérêt, car je me suis rendu compte qu'il est pratiquement le seul en Bretagne à donner des informations, à traiter des sujets propres à notre pays, sans chercher à masquer ni à déformer la réalité, et surtout parce qu'il aborde tous les problèmes, comme l'alcoolisme en Bretagne (qui pourrait paraître tabou, mais qui est une réalité pesante dont il faut parler), prouvant votre volonté d'équité quant au choix de vos articles.

B. François, Landévant

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A..... le 197

Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX



MONSIEUR MEUBLE

LE ROUX

FABRICANT

Magasin : 53, route de Sainte-Anne 56 000 VANNES

HÔTEL DE L'ARRIVÉE ★★NN

BAR-BRASSERIE

Salon - Chambres avec Télévision

52, Boulevard de la République

35400 ST-MALO - Tél. (99) 56.30.78

ASSERPE

Président : A. TANGUY
Docteur en Droit
Association loi 1901,
SANS BUT LUCRATIF
B.P. 503 - 35006 RENNES Cédex
Défense de l'environnement,
expertises de toutes natures
avant et après acquisitions
3 expertises GRATUITES par an aux
Adhérents de la Catégorie B.
(Réduction aux Membres de l'U.D.B.)

LES EMBRUNS
BÉNODET
Tél : 91.07.72



OUVERT
TOUTE
L'ANNÉE

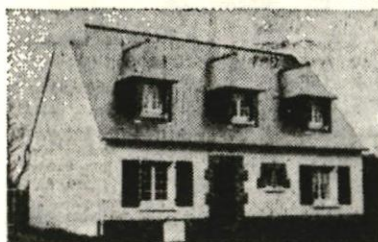
BAR - TABAC
JOURNAUX

«LE CONCORDE»

15, rue Thiers 56 000 VANNES

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

L'entreprise GUERROT



BON pour un catalogue gratuit
NOM
Adresse

— Plus de
30 ANS D'EXPÉRIENCE
— Un seul souci :
BIEN CONSTRUIRE
— Un seul but : améliorer
VOTRE CADRE DE VIE

Siège social S.A.R.L. Guerrot
5, rue Mme de Sévigné, 90.10.91
Ergué-Armel - QUIMPER

BUREAUX D'INFORMATION :
CONCARNEAU : 24, avenue Alain-Le Lay, tél. 97.18.57
PONT-L'ABBE : 8, rue Jean-Jaurès, tél. 87.09.45
DOUARNENEZ : 1, rue du Centre, tél. 92.24.84

LIBERTY BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix
Musique tous les choix

3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

CAFÉ du CENTRE

BATTITTEN OCHTATIA
BAPTISTE LE BASQUE

Ouvert jusqu'à une heure

SAINT-SERVAN

LES ENCHAINEMENTS DE L'HISTOIRE :

1936 - 1968 - 1978 ... ?

Entretiens avec R. LEPROHON, CH. TILLON, M. LE BRIS

DANS

Bretagnes

N° 8 (15 F)

abonnement 4 numéros : 55 F (Impasse de la Fontaine au lait 29 210 MORLAIX)

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boite Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM
ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F (1)
étranger : 40 F (1)
de soutien : à partir de 50 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 F (1)
A partir du N° Inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**POBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM
ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F. (1)
étranger : 40 F. (1)
de soutien : à partir de 50 F. (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 F. (1)
A partir du N° Inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Edito

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

QUESTIONS URGENTES

La place du problème breton dans la campagne électorale n'aura pas été négligeable. La présence de l'U.D.B. dans plus de la moitié des circonscriptions de Bretagne a forcé sa prise en compte par l'opinion. Beaucoup de gens se déterminent par rapport à la place que les partis ou les candidats ont accordé à la décentralisation, à l'industrialisation des régions périphériques, au développement de la Bretagne.

Cet intérêt pour la Bretagne n'est bien sûr pas exempt d'arrière-pensées. Quand la droite giscardienne propose, à quelques mois de ces élections, une charte culturelle d'un vide tragique, elle n'a pas d'autre objectif que de désamorcer une protestation, de gagner du temps sur un point (la disparition de la langue bretonne) où une véritable course contre la montre est engagée, de se donner un alibi sur un domaine de plus en plus sensible. Mais quand la gauche française intervient sur le problème breton, on peut aussi se poser des questions. Que signifie la présence du PS dans un front culturel quand ses élus, comme ce fut le cas à Carhaix, ne votent pas un vœu présenté par ce même front ?

Ce journal paraît à quelques jours du premier tour des élections. Au moment où est écrit cet article on peut espérer la victoire de la gauche et l'U.D.B. y contribue de toutes ses forces. Mais il nous faut dire clairement ceci : que la gauche l'emporte, ou que la droite réussisse à s'accrocher au pouvoir, le problème breton persistera. Seule la manière de l'aborder sera différente ; la droite en l'aggravant, la gauche en essayant de le résoudre avec un degré d'urgence et de détermination qui dépendra beaucoup du poids de notre organisation et de sa présence.

Le chômage et son corollaire l'émigration, la droite en est responsable en Bretagne, et l'a proclamé crûment en d'autres temps, se réclamant des réservoirs de main-d'œuvre nécessaires à la bonne santé du capitalisme, ou promouvant la théorie chère à Barre de la mobilité des travailleurs. La gauche a-t-elle vraiment décidé d'y mettre fin ! Saura-t-elle prendre les moyens d'imposer aux usines de venir là où se trouve la main-d'œuvre, et non l'inverse ?

L'industrialisation de la Bretagne, la droite la rejette. Tantôt elle nous dit que l'industrie ne peut s'implanter chez nous faute d'énergie et d'infrastructure. Tantôt elle prétexte du manque d'industrialisation pour refuser la construction des rentes, l'instal-

lation massive du téléphone, pour fermer les lignes de chemin de fer. La gauche saura-t-elle rompre ce cercle vicieux, engager les dépenses nécessaires à un véritable décollage industriel, promouvoir un plan impératif de développement de la Bretagne ?

Le tourisme de luxe, que les technocrates de la cinquième république giscardienne nous attribuent en guise de « vocation », la droite entend bien qu'il se développe ; avec les marinas, l'appropriation privée des sites, les dérogations et passe-droits, le mur de béton en bordure des côtes, la gauche aura-t-elle la force de s'y opposer ? Cette lutte aura-t-elle pour elle un caractère d'urgence ? Osera-t-elle lutter de front contre des promoteurs qui n'hésiteront pas à manier la menace et le chantage à l'emploi ?

La militarisation à outrance, la droite l'a poursuivie méthodiquement, mettant en place progressivement un véritable quadrillage de la Bretagne ; faisant de sa pointe occidentale une cible atomique, la protégeant de périmètres gelés de plus en plus impératifs. La force de frappe française, c'est une des causes de la stérilité industrielle de la Bretagne. Le retournement d'opinion de la gauche française sur ce sujet est inadmissible.

La culture et la langue bretonnes, la droite française les refuse, dans une attitude mi-raciste, mi-impérialiste, parlant tantôt de culture inférieure, tantôt invoquant l'unité nationale. La gauche s'y intéresse, mais de manière très secondaire, comme le fait le P.C., ou opportuniste dans le cas du P.S. L'action en profondeur, véritablement révolutionnaire, qui est nécessaire à la langue bretonne, quand la gauche française sera-t-elle décidée à l'entamer ?

Quant au problème institutionnel, que la droite prétend résoudre par la régionalisation bidon concoctée par Pompidou, il constitue une infrastructure nécessaire. La gauche le conçoit et semble — du moins pour le P.S. et pour la Bretagne — décider à y remédier rapidement mais très partiellement. Mais en ce domaine encore, l'urgence de certains problèmes ne le relègue-t-il pas au second plan ?

Cet éditorial a posé beaucoup de questions. Leurs réponses ne sont pas connues d'avance. Elles dépendent en grande partie d'un rapport de force. Pour qu'elles soient le plus positives, et le plus rapides possibles, une UDB forte et active est nécessaire. Pendant ces élections comme après.

UDB